

SPÉCIAL  
CONGRÈS '87

petite  
PRESSED



*Fédération des femmes du Québec*

1265, rue Berri  
Bureau 820  
Montréal, Qc. H2L 4X4  
(514) 844-7049



# Femmes et pouvoirs politiques: une greffe impossible?

Ce numéro spécial a été produit  
pour le Colloque de la F.F.Q.,  
tenu à l'Université Laval, Ste-Foy  
les 1-2-3 mai 1987.

## Femmes et pouvoirs politiques: une greffe impossible?

---



À l'automne 86, une vingtaine de membres de la F.F.Q. s'inscrivaient à trois fins de semaine de formation des formatrices portant sur l'action politique. Lorsque nous avons planifié cette session de formation, nous voulions qu'elle se termine par un colloque d'une journée au cours duquel nous aurions élargi notre réflexion sur l'engagement politique collectif et individuel en invitant les autres membres de la Fédération à se joindre à nos «formatrices».

Le peu de temps dont nous disposions et notre désir d'offrir à nos membres un colloque très soigneusement préparé ont fondé notre décision de consacrer notre Congrès 87 à l'action politique.

Ce numéro spécial de la Petite Presse vous permettra de prendre connaissance des orientations que nous avons choisi de donner aux thèmes qui seront traités les 1er et 2 mai. Après plus de vingt ans d'action politique collective et face à la présence accrue des femmes élues aux différents paliers de gouvernement, il nous est apparu intéressant, voire même essentiel, de nous questionner avec le plus d'honnêteté et de sérieux possible, sur les liens que nous entretenons avec celles qui s'engagent en politique active et sur nos exigences à leur égard.

En contrepartie, nous voulons évidemment approfondir ce que les femmes élues attendent de groupes comme la F.F.Q.

La simulation d'une séance de Conseil municipal comme première activité du congrès vise à la fois à déclencher le questionnement des ateliers dans un cadre dynamique et à démystifier un palier d'action politique qui, tout en étant plus proche d'un certain ordre de préoccupations des femmes, n'en continue pas moins souvent de leur sembler inaccessible.

La simulation préparée et exécutée avec la troupe de théâtre Parminou, sera enregistrée pour produire un vidéo d'une trentaine de minutes destiné à servir d'outil d'animation pour les groupes qui en feraient la demande. C'est grâce à une subvention du ministère des Affaires municipales que la production d'un tel vidéo est rendue possible.

Les textes que nous avons choisis sont tous très étroitement reliés aux objectifs de discussion que nous vous proposons. Ils sont, pourrais-je dire, une sorte de pré-requis au congrès. Accordez-leur le temps nécessaire et vous en découvrirez leur profond intérêt. Nous espérons en fait que ce numéro de la Petite Presse sera largement utilisé par tous ceux et celles qui désirent susciter et soutenir l'engagement politique des femmes.

L'équipe qui a travaillé à la préparation du congrès s'est donné pour mission de choyer celles qui s'y inscriront. Les personnes ressources, les animatrices, les participantes à la table ronde et la conférencière au dîner du samedi ont toutes été choisies en fonction de leur capacité de nous faire progresser dans une sphère d'activité où nous avons encore tant à apprendre.

C'est aussi en fonction de la capacité de chacune des membres de la F.F.Q. de faire avancer les choses que votre participation au congrès est, pour ainsi dire, requise. Soyez donc toutes au rendez-vous, à Québec, les 1er, 2 et 3 mai prochains. Plus nous serons nombreuses, plus l'interaction sera intéressante et plus nous nous amuserons aussi, il va sans dire.

En toute amitié,

*Ginette Busque*

**Ginette Busque**  
Présidente

# L'action politique individuelle / L'action politique collective

---

par Evelyne Tardy, secrétaire de la F.F.Q.

La F.F.Q. depuis sa création en 1966 n'a cessé, comme regroupement d'associations de femmes à travers le Québec, de mener une action politique collective non seulement dans l'ensemble de la communauté québécoise mais surtout par rapport à l'État.

Agissant comme groupe de femmes efficace, la F.F.Q., au nom d'une idéologie féministe, a acquis une grande crédibilité dans le mouvement des femmes et est devenue une interlocutrice respectée par les gouvernements. Les médias donnent une large place aux actions et prises de position de la F.F.Q.

C'est par sa participation active dans l'ensemble des dossiers qui touchent aux conditions de vie des femmes, que la F.F.Q. a pu largement contribuer à un mieux-être collectif des femmes du Québec.

Mais la F.F.Q., comme regroupement d'associations et de membres individuelles, a besoin de faire porter sa lutte à l'intérieur même des lieux de pouvoir. Pour ce faire, la F.F.Q. compte sur l'action individuelle de ses membres.

En effet, être membre de la F.F.Q. c'est ne pas être une femme «ordinaire». Une femme non membre de la F.F.Q. peut mener une action individuelle de conquête du pouvoir politique et il le faut, car trop de femmes sont absentes des lieux du pouvoir. **MAIS UNE MEMBRE DE LA F.F.Q. NE DOIT PAS SE CON-**

**TENTER DE CELA.** Elle se doit en plus de continuer l'action politique collective de la F.F.Q., là où elle est, là où elle veut aller, là où elle sera demain.

En effet **POUR UNE MEMBRE DE LA F.F.Q.** les deux types d'actions, **ACTION POLITIQUE INDIVIDUELLE ET ACTION POLITIQUE COLLECTIVE, SONT ÉTROITEMENT LIÉS.**

Une membre de la F.F.Q. tiendra compte de son allégeance à son parti politique par exemple, mais ne devrait pas oublier son allégeance à la F.F.Q. C'est la raison pour laquelle la F.F.Q. peut soutenir et encourager, par de la formation ou par des congrès comme celui-ci, par exemple, l'action politique individuelle partisane de ces dernières.

Si effectivement les membres qui arrivent à percer dans des lieux de pouvoir n'oublient pas qu'elles sont femmes de la F.F.Q., elles vont continuer à faire avancer, dans ces lieux, les dossiers qui touchent aux conditions de vie des femmes dans la perspective féministe développée par la F.F.Q.

Pour aller plus loin, plus efficacement, dans une période économique serrée et politiquement conservatrice, la F.F.Q. doit pouvoir compter sur chacune d'entre nous, qui devrions être des relais efficaces de l'action politique collective entreprise depuis déjà 21 ans.

---

## Sommaire

---

<b>Le langage politique</b>	p. 4
<b>Les femmes et le langage politique</b>	p. 5
<b>Ce qu'elles ont dit avant nous</b>	p. 6
<b>En tant que femme</b>	p. 7
<b>Règles du jeu et embûches du pouvoir</b>	p. 10
<b>Ateliers: Action politique collective</b>	p. 12
<b>Ateliers: Action politique individuelle</b>	p. 14
<b>Les femmes en politique, encore une exception</b>	p. 16
<b>La femme et la politique</b>	p. 21
<b>Bibliographie</b>	p. 22

---

# Le langage politique: un mécanisme subtil d'exclusion et de dépersonnalisation des femmes

par Evelyne Tardy, Sciences politiques, UQAM/Novembre 1986

Le langage politique est un langage presque exclusivement masculin. Symboliquement et dans la réalité, ce langage exclut les femmes.

Prenons l'exemple du droit de vote. De tout temps, le droit de vote reconnu à certains hommes fut considéré comme la base de toute démocratie. Une des grandes conquêtes démocratiques a été effectivement l'abolition des privilèges d'éducation et de fortune entourant ce droit. Au Québec en 1920, les Québécois, sans restrictions de fortune ou d'éducation, purent voter: le suffrage était universel. J'ai bien dit les Québécois et, pour une fois croyez-moi, le masculin n'incluait pas le féminin puisque les Québécoises durent attendre vingt ans de plus pour pouvoir voter et être comprises dans l'universel. Conclusion, jusqu'en 1940, l'universel c'était le masculin. Ceci est un exemple pour montrer que le pouvoir des hommes repose sur toute une symbolique qui exclut les femmes, légitime leur pouvoir et rend illégitime celui des femmes. Détenteurs du pouvoir politique, les hommes ont constitué un langage qui leur est propre et qui exclut, symboliquement et dans la réalité, les femmes.

Nous nous trouvons dans une situation linguistique de «n'avoir pas de sens», de ne pouvoir nous définir dans des postes de pouvoir, si ce n'est en nous identifiant au masculin. Il s'agit donc d'une dépersonnalisation. Dans un monde dont la caractéristique de base est celle d'être un monde sexué, on nous dénie notre sexe en nous appelant madame le gouverneur général, président ou maire.

De plus, cela confirme notre illégitimité, en tant que femmes, à occuper ces postes politiques; et si par hasard certaines y arrivent, ce langage les conditionne à fonctionner comme les hommes, à s'identifier à eux.

Les femmes se sont battues depuis des siècles

pour acquérir des droits politiques égaux à ceux des hommes mais nous n'avons toujours pas acquis la légitimité d'occuper des postes politiques aux mêmes titres que nos collègues masculins. Le handicap le plus sérieux, c'est que rares sont les femmes qui réalisent l'impact de cette symbolique d'exclusion par le langage. D'ailleurs, si la féminisation soulève tant de railleries de la part des hommes, tant de faux plaidoyers en faveur de l'élégance, c'est qu'elle exprime la volonté absolue de conserver le privilège du genre, noeud même du pouvoir symbolique des hommes. «C'est parce qu'ils ont su imposer au monde son sens qu'ils le dominant», dira Michelle Coquillat, ajoutant que les femmes se conditionnent en passant par le moule du langage qui leur est imposé. Non seulement les femmes se conditionnent, mais elles conditionnent les générations à venir en enseignant ce langage sexiste, ce langage d'exclusion.

S'il est légitime de voir un homme premier ministre, il doit être aussi légitime de voir une femme première ministre ou mairesse.

Non, une mairesse ce n'est pas la femme du maire, c'est la première magistrate d'une ville; et si l'on a des réticences à utiliser ce terme, posons-nous la question: comment appelle-t-on le mari d'une femme qui occupe le poste de maire? La réponse est claire: c'est monsieur X ou Y. Comment se fait-il alors que l'on ait donné un titre à des femmes dont le mari occupait de très hautes fonctions politiques ou militaires? C'était, à mon avis, rien de moins qu'une forme de compensation pour toutes les corvées de représentations officielles auxquelles elles étaient assujetties, comme femmes de ces hommes publics. On pouvait d'autant plus se permettre cette générosité, qu'il n'y avait alors aucun risque de voir un jour une femme occuper les fonctions de maréchal, ambassadeur ou maire. Du moins le croyait-on!

Cet usage d'affubler les épouses du titre du mari avait pour fonction de vider de leur sens ces titres quand ils étaient portés par des femmes puisqu'en réalité, elles n'exerçaient pas ces fonctions. J'ai parlé d'hommes publics, ceci me rappelle une blague de Louise Harel l'autre jour — c'est quoi un homme public? C'est quoi le féminin d'un homme public? Cette boutade montre bien que les femmes et les hommes n'ont pas le même espace réservé. La scène publique est réservée aux hommes qui sont reconnus dans cet espace — la vie privée, c'est là l'enclos réservé aux femmes et si elles s'aventurent dans un espace qui n'est pas le leur, elles risquent de devenir des «femmes publiques».

Nous pourrions nous amuser longtemps à relever ces perles de la langue française qui pullulent dans le langage politique mais voilà, je ne trouve pas cela amusant. Selon moi, il est tout aussi urgent de nous approprier le langage politique que des places en politique. Il faut refuser cette masculinisation symbolique et réfuter les arguments fallacieux du masculin équivalent du neutre ou du recours à l'élégance. En effet, l'argument que le genre masculin confère une quasi neutralité de la fonction ne serait acceptable que si nous ne vivions pas dans un monde sexué. Par ailleurs, ces appels au secours de l'élégance de la langue cachent trop souvent, dira Coquillat, des arguments machistes. Effectivement, en quoi est-ce plus élégant de parler d'un chef de parti plutôt que d'une cheffe de parti?

C'est l'usage dit-on qui fait la langue. Parfait, usons, abusons, inventons des féminisations là où il n'y en a pas et la langue, qu'elle soit française ou autre, ne s'en portera pas plus mal. Je dirais même plus, ça évitera peut-être au français ce qui est arrivé au latin, de devenir une langue morte.

---

«Les femmes ne peuvent être libérées sans que le pouvoir des hommes ne diminue.»

Susan Sontag

«Plutôt que réclamer une part du gâteau réservé aux hommes, ne ferions-nous pas mieux d'en fabriquer un autre.»

Patricia Mishe

«... le pouvoir municipal est nettement proche de nous, qu'il me semble que si les femmes se battaient à ce niveau, il serait possible d'engendrer une transformation radicale du milieu.»

Sylvie Paquerot

# Les femmes et le langage du pouvoir

par Jacqueline Lamothe, Département de linguistique, UQAM, 27 février 1987

Vous me demandez d'écrire un article... sur quoi? Sur le langage du pouvoir ou sur le pouvoir du langage? Ne pas confondre. Le premier concept, «le langage du pouvoir», est orienté, marqué au sceau du patriarcat, alors que «le pouvoir du langage» est neutre en soi, une force vive, prête à servir les causes, toutes, n'importe laquelle... Ces deux thèmes sont pourtant intimement liés, le langage ayant été mis au service d'un pouvoir, un seul.

Comment s'exerce le pouvoir patriarcal à travers le langage? Soit en donnant des femmes une image biaisée, en les dévalorisant, les méprisant, soit encore en les ignorant carrément. Cela s'inscrit dans les discours, dans les expressions et au cœur même de la langue. En voici une brève illustration.

Certains discours identifient l'humanité (la classe) au seul groupe de sexe mâle.

**«Le village entier partit le lendemain dans une trentaine de pirogues, nous laissant seuls avec les femmes et les enfants, dans les maisons abandonnées.»**

(Claude Lévy-Strauss)

Les dictionnaires nous offrent également une vision du monde tout à fait conforme au système patriarcal, mysogine et sexiste.

Extraits des définitions de «femme» et «homme» dans le «Lexis» — Larousse 1979:

## Femme

+ adj.: belle femme: personne grande et épanouie physiquement.

+ compl.: femme d'intérieur qui s'occupe avec compétence de son ménage.

- domestique
- femme de chambre

## Homme

+ adj.: grand homme: remarquable par son génie ou par ses qualités morales.

+ compl.: individu qui est parvenu à la maturité d'esprit.

- homme d'église
- homme d'esprit

Cette langue qu'on dit maternelle...

Nous sommes plus parlées par la langue que nous ne la parlons. Qui d'entre nous, femmes, n'a jamais utilisé l'une ou l'autre des expressions suivantes?

À tout seigneur, tout honneur.  
L'habit ne fait pas le moine.  
Chasse à l'homme.  
Gros Jean comme devant.

Dénominateur commun: le masculin. Générique? Plus ou moins. Moins que plus. Cet emploi du masculin est un moyen de discrimination: en effaçant le féminin, on occulte les femmes.

Le système du genre.

D'une part la norme est masculine, d'autre part, le genre féminin constitue à lui seul un moyen de dévalorisation. En effet, il n'y a pas d'équivalence sémantique entre le féminin et le masculin des mots suivants:

- |                                      |   |
|--------------------------------------|---|
| ■ un maître, une maîtresse           | ■ un entraîneur, une entraîneuse                      |
| ■ un homme savant, une femme savante | ■ un gars, une garce (historiquement féminin de gars) |

Ce qui a pour effet d'appauvrir la langue, compte-tenu de cette impossibilité d'emploi «normal» du féminin des mots.

Notons enfin que certains noms de métiers, statuts et professions sont considérés (par la grammaire et le dictionnaire) exclusivement masculins. Exemple: pompier, huissier, ingénieur, juge, etc.. Nous refuser le droit à la dénomination, c'est nous refuser du même coup le droit à l'existence.

portements propres à l'interaction verbale. Or, quel que soit le type de discours: conversation familière (privé), exposé, débat (public), sont mis en présence des partenaires *sexués*. Deux possibilités: la situation non mixte (F ↔ F ou H ↔ H) et la situation mixte (F ↔ H).

Dressons d'abord un profil schématisé des femmes entre elles et des hommes entre eux. Entre elles, les femmes sont à l'aise, sur la même longueur d'onde. Elles se comprennent, et quel que soit le but de l'échange, elles fonctionnent dans le mode coopératif. Conni-

vence, collaboration, souplesse: elles s'écoutent et s'insèrent dans le discours de l'autre. Chaque intervention permet de «faire avancer» la discussion. Elles parlent souvent en même temps mais ne s'interrompent pas. Les temps d'élocution des unes et des autres est habituellement équivalent.

## «Entre eux»...

Entre eux, les hommes fonctionnent sous un autre mode: celui de la controverse, de la compétition. La qualité d'écoute n'est pas toujours excellente, ce qui donne lieu à des ruptures de sens. Comme chacun essaie de dominer l'autre, ils interrompent ou tentent d'interrompre leur interlocuteur. Les durées d'intervention, plus longues dans l'absolu, peuvent être asymétriques, si l'un réussit à s'accaparer le canal de communication.

Plus qu'une simple question de style...

Comme on peut le constater, il s'agit de comportements opposés qui sous-tendent des attitudes fondamentalement divergentes, à savoir la coopération versus la compétition.

## «Avec eux»...

Qu'en est-il des échanges en situation mixte? L'échange verbal, quel qu'il soit, repose sur le principe de coopération, même dans les contextes d'antagonisme. On peut alors se demander si l'un des deux va modifier son comportement et se rallier au mode de fonctionnement de l'autre, et qui le fera.

## «Entre nous»...

Un autre aspect à considérer dans l'exercice de la langue, c'est l'échange verbal et les com-

Notons qu'en interaction mixte, il faut distin-

guer les contextes privé et public (ce qui est moins pertinent lors des interactions non mixtes). Dans le premier, par exemple dans une conversation, les femmes adoptent le mode de fonctionnement des hommes, elles interrompent ceux-ci autant, sinon plus qu'ils ne le font. Elles initient souvent les sujets, contrôlent le déroulement des échanges. Les femmes réussissent donc à s'insérer dans un mode masculin. Cela s'explique par leur souplesse, leur capacité d'adaptation.

Dans les échanges publics: exposé, conférence, discussion, débat, il arrive trop souvent encore que les femmes sombrent dans le mutisme. C'est ainsi qu'elles possèdent cette double réputation: soit de bavardes, soit de muettes.

Comment expliquer ces inhibitions? Un facteur: en plus des règles du jeu masculines propres à tous les types d'échange verbal, se superposent celles qui les régissent, d'une façon formelle et «juridique», par exemple à

l'intérieur d'une assemblée officielle: conseil municipal, syndical, etc. Les femmes sont alors doublement étrangères à ces modes de fonctionnement masculin et institutionnel. Dans ce cadre, elles ne peuvent pas aussi bien exprimer leur réalité, articuler leur expérience, les normes ayant été établies ailleurs.

Le pouvoir du langage des hommes s'impose donc dans toutes les situations.

En guise de conclusion-synthèse, voici quelques énoncés tirés de l'ouvrage de Cherris Kra-marae: **Women and men speaking:**

- Les femmes et les hommes perçoivent le monde différemment à cause de leurs expériences et activités différentes par rapport à la division des tâches.
- Les femmes ont des difficultés à s'exprimer facilement à l'intérieur des modes d'expression dominants (public).

■ Les femmes ne sont pas satisfaites des modes masculins et tentent de s'exprimer en dehors de ceux-ci.

■ Celles qui refusent de vivre selon les idées des organisations sociales propres au groupe dominant transforment par ce seul fait les modes qu'elles rejettent.

■ Les femmes qui s'approprient la parole publique ressemblent à celles qui ont été les premières à se libérer de la reproduction, ou encore à acquérir une éducation égale à celle des hommes.

J'ajouterai, en terminant, que s'approprier la parole publique ne signifie pas accepter en bloc et faire siennes les règles du jeu masculines, mais plutôt tenter de les transformer pour le bénéfice de toute la société, ce qui exige des femmes, sur le plan individuel la confiance en soi et, sur le plan collectif, la solidarité.

---

## Ce qu'elles ont dit avant nous

---

(...) Notre sœur, la vaillante Amérique, que nous avons aidée, il y a plus d'un siècle, à conquérir son indépendance, plus logique et plus persistante, a poursuivi son œuvre émancipatrice.

Aujourd'hui, la femme américaine a élargi le cadre de son activité; elle participe à la vie municipale et, dans certains États, à la vie politique. Prochainement ce fait se généralisera. Il est vrai que, contrairement à la femme française, elle a dépensé, pour atteindre ce but, une énergie, une volonté, une persévérance extraordinaires. Elle a pris en main toutes les questions vitales et les a traitées avec une compétence et une capacité qui ont légitimé sa revendication. (...)

**Maria Deraiques (1889)**

Extrait de Deraiques, Maria, **Ce que veulent les femmes**, Collection «Mémoire de Femmes», Paris, Lyon, 1980, p. 98

(...) Nous n'avons pas démérité, il me semble, Mesdames et Messieurs, on nous retrouve aujourd'hui dans tous les domaines de la charité et du travail. Les conditions économiques nous jettent dans l'industrie, dans le commerce, dans l'enseignement, en un mot dans toutes les sphères d'activité. Il nous faut travailler pour vivre, alors, pourquoi sommes-nous condamnées à n'occuper que des places

de subalternes? Pourquoi ne pas nous permettre l'accès des professions et aussi celui des parlements où se fabriquent les lois qui affectent la femme tout autant que l'homme. Pourquoi, je vous le demande, Messieurs, n'apporterions-nous pas nos qualités d'éducatrices quand se discute une loi sur nos écoles? Pourquoi les mères n'auraient-elles pas le droit de donner un vote quand la Chambre étudie une loi concernant le bien-être de l'enfant, de la famille, etc. Ne sont-ce pas là des problèmes que la femme comprendra toujours mieux que l'homme? (...)

**Idola St-Jean (1931)**

Extrait de Jean, Michèle, **Québécoises du 20<sup>e</sup> siècle**, Montréal 1974, p. 222

(...) En 1926, quelques dames se réunirent dans ma demeure rue Cherrier et discutèrent de la nécessité d'éduquer la femme canadienne-française, de ses devoirs d'électrice et séance tenante il fut décidé de fonder un club canadien-français qui porterait le nom de «Laurier».

En 1928, il fut incorporé sous le nom de «Club Wilfrid Laurier des femmes libérales». Sa devise: Justice, Égalité, Fraternité. Son but: Défendre la politique libérale sous la direction de ses chefs. (...)

**Mariana B. Jodoin (1948), p. 230**

(...) Lorsque la femme insiste pour faire reconnaître ses droits les plus élémentaires, elle songe infailliblement qu'il faut des armes pour garder le foyer contre ce qui le menace; l'une de ces armes, et non la moins nécessaire, c'est le droit de suffrage. Nous l'avons obtenu il y a un an aujourd'hui, après une lutte apparemment infructueuse pendant plusieurs années. Au moment de cette victoire, on nous a dit en plusieurs milieux: «Maintenant que vous avez obtenu ce que vous demandiez, vous pouvez oublier votre labeur, vous reposer». Ces paroles me font penser à la conclusion des romans à l'eau de rose, où le héros finit toujours par épouser l'héroïne. Ce qu'on oublie, c'est que la véritable histoire commence seulement après le mariage. N'est-ce pas, mesdames? Cette invitation au repos part sans doute d'un bon naturel; mais elle montre, hélas! comme certaines gens ont mal compris la raison et le but de notre labeur. Le droit de suffrage n'est pas une fin en soi, ne saurait être une fin en soi: c'est un moyen et, je viens de le dire, une arme défensive. (...)

**Thérèse Casgrain (1941)**

Extrait de Jean, Michèle, **Québécoises du 20<sup>e</sup> siècle**, Montréal, 1974, Éditions du jour, p. 245

# En tant que femme

par Francine Lalonde

Parler du pouvoir qu'on a assumé, auquel on s'est buté, qu'on a haï, qu'on a voulu pour changer des choses, cela force à le définir, et à se définir par rapport à lui.

Parler du pouvoir en tant que femme, cela oblige à chercher dans une relecture de ce qu'on a fait ce qui aurait pu être différent si on avait été un homme. Forcément, c'est un exercice difficile puisqu'il suppose qu'on puisse s'observer comme objet d'analyse, non pas seul, mais dans sa relation avec les autres et des autres avec soi. C'est un exercice qui fait appel éminemment aux perceptions et qui peut amener à des conclusions qui ne peuvent être que des hypothèses à jamais indémontrables. J'ai pourtant accepté de m'y astreindre en sachant que je ne pourrais le faire de façon exhaustive dans le cadre d'un court article. J'ai très rarement parlé «en tant que femme». J'ai occupé depuis plusieurs années à la CSN des fonctions traditionnellement réservées aux hommes et j'ai souvent été la première à le faire. J'ai surtout travaillé avec des hommes dont certains sont devenus amis. Je n'ai pas fait partie de groupements de femmes, j'ai seulement voulu faire ce que j'avais le goût de faire sans me laisser empêcher de le faire parce que j'étais une femme, et même en oubliant «oh horreur» que le fait d'être une femme pouvait rendre plus difficile d'occuper certaines fonctions; cet oubli ne pouvait être que temporaire, je me le suis fait cruellement rappeler à plusieurs occasions. Pourtant, dans l'ensemble de ce que j'ai fait, je crois avoir eu raison de me lancer ainsi, même si j'en garde encore des «bleus».

## Il fallait s'arranger

J'ai occupé des fonctions habituellement réservées aux hommes, et pourtant je n'ai voulu me priver ou éviter aucune des joies ou des fonctions habituellement réservées aux femmes. Je me définis comme une authentique mère de famille qui fait son lavage le dimanche et ses courses le vendredi soir ou le samedi, qui fait le lunch des enfants et fait répéter les leçons comme les autres. Je n'ai pas toujours eu le temps de faire ce train-train de la même manière et je n'aurais pu m'en tirer sans aide, celle de ma mère et celle de Bernard, mon ex-mari qui a toujours appuyé ce que je faisais.

En fait, j'ai vécu ces responsabilités d'une autre manière, à l'époque où occuper des fonctions d'hommes entraînait que tu t'arranges: j'ai accouché pendant l'été et j'ai pris à chaque fois un gros mois de congé maternité... pendant mes vacances. Mes deux

garçons ont été sevrés de la même manière: une réunion à Québec qui s'allonge, quatre biberons au lieu des deux prévus, un retour dans la nuit avec les seins qui veulent éclater, des bébés qui n'ont plus soif... et le tarissement irréversible. Il y aurait une petite histoire, souvent drôle à raconter, de ces contraintes avec lesquelles il fallait s'arranger, comme l'ont vécu toutes les femmes qui ont décidé comme moi de faire ce qu'elles voulaient.

Je n'ai jamais eu l'esprit tranquille; je n'ai jamais été certaine que j'avais raison d'être si souvent absente de la maison. Je me rassurais en pensant à la qualité de la présence, et en me disant que mes enfants ne seraient pas plus heureux si je m'empêchais de faire ce à quoi je croyais et que je voulais faire à cause d'eux; je me persuadais aussi que travailler à améliorer la société dans laquelle ils vivraient était aussi une façon de les aimer et que plus tard ils le comprendraient. Mais je n'en ai pas été certaine jusqu'à ce que ma fille maintenant adulte ne m'en assure. À la voir, je sais que j'ai eu raison.

## Changer la société

Qu'est-ce qui peut pousser une femme, dans ces conditions, à se bagarrer pour agir, influencer, chercher et exercer un «pouvoir» sinon la volonté déterminée de travailler au changement social en ayant la conviction que sa propre action peut avoir un certain impact.

Qu'y aurait-il eu de différent si j'avais été un homme? J'aurais été vraisemblablement président de la CSN!!! Mais je poursuis...

Être une femme dans l'édification du rapport de forces sociales n'est pas, surtout aujourd'hui, un inconvénient, au contraire.

Mais chercher à exercer le leadership d'une organisation syndicale ou politique, comme la suite naturelle à l'action antérieure, c'est tout autre chose.

En somme, là où se pose le problème du pouvoir pour les femmes dans la recherche de la direction d'une organisation syndicale ou politique, ce n'est pas tant dans la constitution du rapport de forces ou le POUVOIR RÉEL, mais dans l'orientation et l'utilisation de ce pouvoir afin de le traduire en CHANGEMENT SOCIAL OU POLITIQUE.

Le pouvoir dans une organisation syndicale ou politique, à la CSN en particulier, a une forte saveur idéologique. Ce doit être la même chose dans une organisation politique. Ce fut

le cas, dans presque toute la période que j'ai vécue.

## Travailler ceux qui «savent»

Affirmer un tel postulat signifie que le rapport des femmes au pouvoir ne peut s'analyser en dehors de toute autre considération. J'ai vécu pendant une période où l'idéologie était éminemment importante et allait recouper de façon surprenante la recherche de la dite émancipation des femmes.

En effet, si le fait d'être une femme ne nuit pas si tu véhicules l'idéologie majoritairement partagée par les «militants» dans une organisation, il en va tout autrement quand tu prétends discuter avec les «papes», toi, une femme, et bien encore davantage si tu prétends exercer quelque leadership que ce soit. Il te faut être cautionnée par «ceux qui savent» et qui bien sûr sont des hommes. L'action collective des femmes s'est souvent inscrite dans le même courant, laissant davantage seule une femme dans l'exercice du pouvoir. En somme, si on ne veut pas simplifier, être une femme porteuse d'idées véhiculées largement par un courant «militant» ne nuit pas et peut même aider par les temps qui courent.

Cependant, j'irais jusqu'à dire que jusqu'ici tenter de voir plus loin, ou prétendre orienter l'action en conséquence ne peut pas encore être le fait d'une femme. À la rigueur on peut tolérer qu'elle suggère, qu'elle cherche à convaincre.

Je dis en somme que beaucoup d'intellectuels, malgré l'image contraire qu'ils veulent projeter, tolèrent mal l'action égale des femmes. C'est en tout cas ce que j'ai constaté. Ils ne font pas des gorges chaudes, ne flirtent pas, n'invitent pas à coucher ouvertement, mais ils SAVENT et ne partagent pas aisément ce savoir avec les femmes. Les femmes sont tolérées à ce niveau à condition de répéter, d'aduler, de minauder (suivant la mode propre à chaque milieu), mais pas si elles sont elles-mêmes, et encore moins si, se manifestant, elles peuvent porter ombrage à leur pouvoir de mâle incontestable. Je comprends, par ce que j'en ai vu, que les organisations d'extrême-gauche aient éclaté sous la pression des femmes.

Beaucoup d'intellectuels me semblent avoir peur; le fait qu'ils n'aient pas été socialisés à l'égalité se traduit pour eux ainsi: toute femme qui n'accepte pas leur suprématie les menace. Victimes autant qu'elles de cette situation, toute l'action commune est rendue

---

d'autant plus difficile que l'une des parties doit se subordonner à l'autre.

Les luttes entre intellectuels eux-mêmes peuvent être féroces, mais elles se livrent entre égaux, les règles du jeu étant connues et partagées. (Il faudrait faire un numéro sur le rôle des intellectuels dans les organisations...)

Comment moi, qui ai été présidente d'une fédération syndicale d'intellectuels, vice-présidente de la CSN, coordonnatrice des fédérations du secteur privé, puis-je affirmer une telle horreur?... Je poursuis pourtant.

Originaire du secteur public, femme, professeuse de surcroît, j'ai vécu avec les travailleurs du secteur privé la nécessité de me faire reconnaître comme coordonnatrice. Cependant une fois établi que je pouvais faire mon travail, je n'ai plus eu de difficulté à me faire entendre. Personne ne se sentait blessé si j'avais des propositions qu'ils trouvaient correctes. Là aussi, j'ai essayé de comprendre. J'avance que les hommes avec lesquels j'ai alors travaillé puisaient leur sécurité dans le fait que, sur le terrain de leur travail, ils ne se sentent pas menacés. En somme, ils ne se sentaient pas en compétition dans le travail que j'effectuais avec eux.

Je heurtai cependant ceux qui s'estimaient responsables de définir la vérité pour tous et toutes. Ce qui a été vrai à la coordination du secteur privé s'est retrouvé en règle générale pendant toute mon action à la CSN. Quand il y eut des exceptions, elles ne vinrent que confirmer la règle.

### Chercher à comprendre

Surtout depuis que j'ai des fils que je souhaiterais différents de ces hommes qui ont tant de difficulté de travailler avec des femmes sur un pied d'égalité, j'ai cherché à comprendre ce qui se passait. Je crois que beaucoup d'hommes ne peuvent être égaux avec une femme qu'en se sentant supérieurs. Autrement, face à une égale, ils se sentent surtout inférieurs. Pourquoi?

Comment donc ai-je pu assumer toutes ces fonctions de responsabilité? En grande partie, je crois, parce que, enceinte deux fois dans une période de quatre ans, je correspondais, à mon insu, à l'image sécurisante de MÈRE. Combien ne m'appelaient pas affectueusement «la mère» ou même «notre mère à tous». On peut entendre une mère, la suivre, la respecter, être en désaccord avec elle, elle va comprendre, ce n'est pas menaçant. C'est

donc en suscitant, sans le savoir, des rapports où l'affectivité intervenait, qu'en tant que femme j'ai pu exercer, et les assumer, des fonctions habituellement exercées par des hommes, dans une fédération composée essentiellement d'intellectuels. À quelqu'un qui me demandait en 1976 comment expliquer que la FNEQ fonctionnait si bien, composée qu'elle était de ces intellectuels qui n'ont pas la réputation de rendre facile quelque direction que ce soit, j'avais répondu spontanément et presque sans réfléchir, «C'est parce que les gens m'aiment».

### Et quand on ne nous aime plus...

En cela, je n'étais pas différente des autres femmes avec lesquelles j'ai travaillé. J'ai constaté en effet que la plupart des femmes ne peuvent se sentir à l'aise dans un milieu où les rapports humains sont exclus.

Quand les différences idéologiques se sont manifestées au grand jour, reposant sur le rejet manifeste et sans nuance de toute direction dite «traîtresse et collaboratrice», les rapports antérieurs ne pouvaient qu'être rompus, le débat devenait impossible. Seul le bûcher pouvait être suffisant.

S'habituer à ne pas être aimée, c'est difficile pour une femme dans l'action, je l'ai souvent constaté.

Car la plupart des femmes qui s'engagent dans l'action, le font de façon entière, n'oubliant surtout pas leur affectivité, et cela, sans protéger leurs arrières. Rarement politiciennes. Une femme d'action que j'admire me disait récemment que les hommes de tout temps se sont établis des règles du jeu où ils se protègent. Ils seraient alors profondément dérangés par les femmes qui, dans l'action, ignorent ou ne respectent pas leurs règles.

En somme, c'est ma grande découverte: le problème principal des femmes dans l'action et dans leurs rapports avec le pouvoir [peut-être même le problème des femmes, tout court...], c'est l'insécurité des hommes qui se sentent menacés par des femmes égales s'engageant avec toute leur affectivité.

### Les larmes sont-elles faiblesse?

De la force, de la faiblesse, des larmes et de l'émotivité.

Les hommes associent aisément faiblesse avec larmes et émotivité, alors que la force est

identifiée au contraire. Je crois que c'est une grave erreur. J'ai trop vu d'hommes faibles qui avaient peur d'avancer des idées non reçues par les autres; j'ai trop vu des femmes pleurer alors qu'elles étaient capables d'avancer des idées nouvelles ou des vérités que d'autres se refusaient à regarder, pour associer larmes à faiblesse. J'aurais souvent souhaité que les hommes pleurent et soient capables de tenir le coup. J'ai trouvé une formule que j'ai vécue souvent: «Je pleure, mais ne romps pas.»

Quant à l'émotivité, elle peut se manifester de différentes façons: elle n'est pas le propre des femmes, au contraire. J'ose avancer que rien de grand ne se fait sans une bonne dose d'implication émotive.

En fait, la sécurité personnelle qui fait qu'on n'a pas peur de penser, ni de parler, ne devrait pas être le propre ni des hommes, ni des femmes. Cependant je l'ai remarquée plus souvent chez des femmes dans l'action. Peut-être parce qu'elles sont moins nombreuses et qu'elles sont passées à travers une telle série de difficultés si bien que rien ne les effraie plus vraiment, y compris qu'elles aient à pleurer si l'émotion est trop forte?

Procéder à une analyse «vraie», même si elle n'est pas parfaitement polie et articulée, dire les choses comme elles viennent, comme elles sont senties, ne pas ménager ses arrières, c'est souvent la manière d'être des femmes dans l'action. Cela constitue également l'un de leurs plus précieux apports au sein des organisations, n'en déplaise à tous les manipulateurs et stratèges de réunions aussi bien que de salons. Pouvoir dire ce qui ne se dit pas dans telle circonstance, ou le dire à sa façon, c'est ne pas respecter les règles du jeu. Cela les rend peut-être vraies mais surtout menaçantes. Ce n'est donc pas leur faiblesse que l'on craint alors, mais leur capacité d'appeler un chat, un chat.

N.D.L.R. — L'article de Mme Francine Lalonde nous a été soumis avant qu'elle soit invitée par M. René Lévesque à devenir ministre de la Condition féminine.

Possibles — ... et les femmes,  
Vol. 9, no. 2, Hiver 1985

# Règles du jeu et embûches du pouvoir

## Les règles du jeu

**Les «règles du jeu» dont on parle souvent en politique intriguent plusieurs d'entre nous.**

Quand on en cherche une définition dans les textes de celles qui y réfèrent, on se rend compte que l'expression est utilisée dans une multitude de contextes. Il s'agit parfois de la façon dont les hommes établissent leur réseau, parfois des cadres de travail qu'ils adoptent et, parfois aussi, de la façon même dont ils prennent leurs décisions.

Notre propre réflexion nous amène à vous en proposer la définition suivante:

Les «règles du jeu», c'est la culture du pouvoir propre aux hommes qui peut être identifiée par toute une série de comportements et d'agissements à travers lesquels les hommes mesurent les appuis qu'ils peuvent s'accorder entre eux et établissent les paramètres de leurs engagements. Ils s'initient entre eux à ces procédés qui leur apparaissent être «des règles d'or». Pour illustrer les règles du jeu et les embûches du pouvoir, nous vous présentons quelques extraits tirés d'un film de l'Office national du film, intitulé:

«HISTOIRE À SUIVRE»  
de la réalisatrice DIANE BEAUDRY.

Ce film fut présenté à la télévision de Radio-Canada, dans le cadre des Beaux-Dimanches, le 16 février 1986. Voici tout d'abord ce que dit DIANE BEAUDRY de son film: «Dans une société où le pouvoir politique fut longtemps l'apanage des hommes, les femmes en parlent comme d'une clef de voûte qui sous-tendrait toutes leurs activités sociales.

Ce film, c'est l'histoire de quelques Québécoises qui ont voulu être de la vie politique et qui se battent pour créer là un milieu plus propice à la présence des femmes. J'ai vu là l'occasion de cerner les variantes du discours politique féminin. Ces variantes existaient-elles vraiment? Pouvait-on, en concentrant la parole de ces femmes, entendre autre chose que le discours traditionnel? Sur ce point, je crois que le film est révélateur et, pour certains, surprenant. Bien sûr, toutes ne partagent pas les mêmes opinions, mais il ressort de leurs propos une force et une clarté réconfortantes.

Ce documentaire témoigne aussi de l'ambiguïté qui accompagne le choix d'une carrière politique: souvent les femmes sont à la fois courtisées et muselées par les partis politiques. Trouver, voire inventer sa place, voilà où la plupart se situent».

## Voici maintenant les extraits du film:

PAULINE MAROIS...

... si on n'utilise pas à l'occasion les règles du jeu, la partie est perdue pour nous d'avance. Et à travers ça, il faut rester soi-même aussi, être capable de conserver ses valeurs à soi, de pouvoir les promouvoir, les utiliser, s'y référer, sinon on devient... on se désorganise profondément.

MICHELLE DOYON...

... pour changer les règles du jeu, il n'y a qu'une façon, c'est d'investir le pouvoir. Tu n'as pas d'autre façon. À partir du moment où tu n'acceptes pas les règles du jeu, on est porté temporairement à dire «Ah bien, je fous ça en l'air, ces règles du jeu-là ne m'intéressent pas du tout et, en t'en allant chez toi après le constat, tu fais en sorte que ça va changer de moins en moins, parce que la seule façon, c'est d'investir le pouvoir pour que ça change. C'est ça le danger des femmes en politique, surtout en organisation. À un moment donné, tu perds la foi, tu perds un idéal. Tu t'aperçois que les règles du jeu sont difficiles, que c'est des règles du jeu qui pour toi sont inacceptables mais qu'il faut que tu exerces parce que ce sont les règles du jeu pour l'atteindre. Si toi tu changes les règles du jeu, t'es la seule à les changer, ça fait que ça change rien, tu n'investis pas le pouvoir. J'me dis comment ça qu'on n'a pu imaginer que cette fois-ci c'aurait été autrement, et de temps en temps je m'accorde avec l'idée qui dit: investissons les lieux de pouvoir, pis après on les changera. Entrons dans les rangs et après on en sortira.

Vous ne me ferez jamais, mais jamais, vous entendez, accepter que les règles du jeu pour les femmes soient différentes quand c'est une femme que quand c'est un gars. À un gard, on lui demande jamais ce qu'il pense des femmes, mais avant de voter pour une femme, il faut lui demander ce qu'elle pense des femmes. C'est injuste!

CHANTAL CHAREST...

... non, je ne suis pas prête à jouer «c'te game-là», mais si c'est la seule qu'on peut jouer, il va falloir se faire à l'idée de la jouer.

LISE PAYETTE...

... ce sont les mêmes règles du jeu, toute proportion gardée, que celles qu'on retrouve dans un bar à cinq heures, que celles qu'on retrouve sur un terrain de golf un samedi après-midi après... c'est quoi, le dix-neuvième

trou? Moi j'sais pas, je ne joue pas au golf, je ne joue pas au poker, et je ne fréquente pas les bars. Si bien que les règles du jeu étaient difficiles à comprendre et à respecter, et comme on n'a pas, nous les filles, joué au football, qu'on n'est pas allées dans les grandes écoles faire des études la plupart d'entre nous j'me suis sentie pendant quatre ans et demi dans l'opposition à l'intérieur du pouvoir. Je n'ai aucun souvenir et aucun lien commun avec mes collègues. Je n'ai pas fait les mêmes études, je ne les ai pas connus quand ils étaient jeunes, je n'ai pas eu ma graduation en même temps qu'eux, et je ne joue pas au golf avec eux, avec le résultat que je n'appartiens pas au clan.

Il doit y avoir une solution pour y entrer mais pour l'instant je ne pense pas que ce soit possible et c'est là où aussi on leur fait très peur parce qu'on arrive dans leur vie, subitement, sans avoir jamais rien partagé d'autre auparavant. Et ça aussi, c'est-à-dire ils ne savent pas du tout quoi faire avec nous. Vous savez qu'il y a des dossiers très importants du Conseil de Ministres qui se règlent à la toilette pour hommes, où moi je ne peux pas aller. Comme dans l'industrie privée, comme dans tous les autres secteurs d'activités. Je pense qu'à cinq ou six femmes, on peut entrer dans la toilette des hommes

## Beaucoup de femmes ou seulement celles qui défendent nos intérêts

LÉA COUSINEAU...

... moi je pense que de plus en plus, les gouvernements, les partis politiques, ont compris le message, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas ne pas avoir de femmes, donc ils vont en chercher. Il leur faut des femmes intelligentes qui vont faire des bonnes jobs sur des dossiers, donc ils vont aller chercher des femmes formées, compétentes, qui ont déjà fait des affaires et ils les embarquent. Une constante qui semble se dégager, c'est que ce sont des femmes qui ne se sont jamais identifiées aux mouvements ou aux luttes. Qui n'ont pas été contre, qui sont pour l'égalité, qui vont se dire féministes, qui ne sont pas anti-quelque chose, mais qui n'ont pas de racines.

ARMANDE ST-JEAN...

... ça peut devenir très très dangereux, dans le sens où on peut porter au pouvoir un grand nombre de femmes qui, finalement, ne serviront pas du tout la cause des femmes et ne seront que des femmes alibis, c'est-à-dire des femmes pour des femmes, mais pas du tout

représentantes des femmes.

**KATHLEEN VERDON...**

... je pense que je ne suis pas la seule à pouvoir affirmer que moi j'aime à faire de la politique, c'est quelque chose qui m'intéresse dans la vie. C'est pas, comme on se l'est dit souvent entre nous, c'est pas une mission. Ce n'est pas un devoir, on ne va pas là non plus parce qu'on est féministe et qu'on se dit, il faut absolument, comme féministe, qu'il y ait un certain nombre de femmes, et donc on se donne cette mission-là et on y va. Il y a au point de départ qu'on est intéressée par la chose qui est éminemment importante. D'ailleurs, c'est bien au fond un message qu'on veut livrer aux femmes, c'est que la politique c'est vrai que c'est un pouvoir, qui ne doit pas être un pouvoir mâle, mais c'est vrai que c'est là qu'on décide les choses de notre société finalement. Et nous c'est ce qui nous intéresse. Quand les femmes se disent, oui mais la politique c'est du pareil au même, bien sûr à distance c'est du pareil au même, mais si on s'y implique directement, on peut changer des choses.

**THÉRÈSE LAVOIE-ROUX...**

... il reste encore des préjugés des femmes à l'endroit des autres femmes, et des doutes, leurs propres doutes personnels vis-à-vis de leurs valeurs personnelles qu'elles peuvent facilement projeter sur les femmes qui sont candidates.

### **L'isolement des femmes élues**

**LISE PAYETTE...**

... la solidarité totale je pense que c'est mauvais, mais la connivence, et là, Dieu sait qu'on en a besoin, et cette connivence m'a fait défaut. Je pensais ne pas avoir à le demander. Je pensais ne pas avoir à dire aux femmes, donnez-moi un coup de main, parce que finalement, je vais me brûler à l'intérieur si vous ne m'aidez pas. J'aurais voulu juste pouvoir leur faire un clin d'oeil et qu'elles comprennent qu'on était encore ensemble. Et ça le phénomène du pouvoir vous isole, vous rend... comme partielle par rapport aux groupes de femmes ou aux femmes.

**PAULINE MAROIS...**

... la solitude, on l'a toujours quand on est au pouvoir, je crois, mais quand on est une

femme au pouvoir c'est comme doublement... seule, mais quand le Comité d'action politique des femmes du Parti québécois ne me donne pas d'appui ou que d'autres femmes ne se manifestent pas, qui devraient le faire, enfin en toute logique là et que je le sente pas, c'est peut-être ça le prix de la solitude qui est très très lourd.

**LISE PAYETTE...**

... y faut qu'il y ait des femmes qui acceptent de se brûler personnellement pour essayer de faire avancer la cause de l'ensemble des femmes. Moi j'ai dit d'ailleurs, de toute façon je pense que quoi qu'il arrive sur le plan strictement politique pour les femmes, c'est une course à relais, c'est-à-dire qu'il faut faire ça comme on fait aux olympiques, il faut se passer le flambeau dès qu'on est fatiguée pis qu'il y en ait une autre qui continue. Je pense cependant, et ça aussi c'est une forme d'optimisme, je pense que les femmes québécoises ont une certaine avance sur beaucoup d'autres sociétés dans ce sens-là. Il ne faut pas se laisser décourager parce que ça prend dix ans. C'est quoi dix ans dans la vie d'un peuple et c'est quoi dix ans dans la vie de la moitié d'une société? Alors, dans ce sens-là, les étapes vont se franchir parfois avec une certaine rapidité, parfois avec plus de lenteur, mais je suis cependant convaincue que c'est un mouvement irréversible, et en tous les cas quand j'ai été au pouvoir, pour les années où j'y ai été, j'ai essayé de faire en sorte de faire toujours des choses avec au fond de ma pensée la conviction que ça ne se défaisait pas, et c'est très important, c'est un message pour les femmes qui vont y passer, toujours s'assurer qu'on ne fait pas du temporaire mais du permanent, et si on change des choses, qu'un autre parti ou quelqu'un d'autre qui nous suit ne puisse pas immédiatement défaire ce qu'on vient de faire. Et ce n'est que comme ça qu'on va marquer des points avec le temps.

### **Parti politique de femmes**

**CHANTAL CHAREST...**

... pourquoi on penserait pas d'avoir une plateforme? Bien moi j'y crois encore à ça, avoir une plateforme qui rallierait des femmes qui voudraient se présenter candidates dans le Parti québécois, dans le Parti libéral, etc.

**LÉA COUSINEAU...**

... j'ai jonglé avec l'idée avec d'autres femmes. Dans le contexte actuel, ça sert à rien parce que ça serait des énergies perdues, mais si on pouvait avoir un contexte électoral, où il y a une réelle proportionnelle et qu'au terme d'une élection un pourcentage un peu signifiant donne un siège ou deux. Cette femme ou ces deux femmes-là parleraient, parleraient et moi, je trouve ça important. Ça révèle que moi je trouve important qu'on puisse nommer publiquement les choses et qu'il y a des époques dans l'histoire où il faut renommer, donner un sens aux événements qui arrivent, critiquer d'un point de vue bien particulier. Bon, je suppose que si ça s'organise, ça serait sûrement pas très drôle pour ces femmes-là, quoi qu'elles pourraient avoir un appui certain auprès d'autres femmes, être bien alimentées pour le faire. On était quelques-unes à avoir, ... à rêver à des choses comme ça à un moment donné.

**ARMANDE ST-JEAN...**

Mme Payette est-ce que vous rêvez des fois au jour où les femmes partageront le pouvoir avec les hommes?

**LISE PAYETTE...**

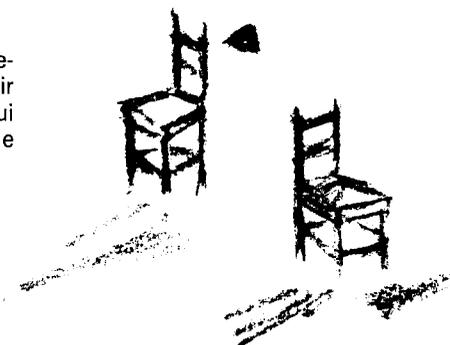
... moi, c'est le rêve de toute ma vie.

**ARMANDE ST-JEAN...**

Et ça a l'air de quoi quand vous y pensez?

**LISE PAYETTE...**

Ça a l'air d'une société meilleure. Ça a l'air d'une société qui a du bon sens. Ça ne se peut pas que 48% d'une population impose ses vues, qui sont à sens unique, à 52% de la population, et ce 52% c'est 52% pas seulement de problèmes et de revendications, c'est 52% de cerveaux et de solutions, et ça ne se peut pas qu'on nous baillonne pour le reste de nos jours.







Les femmes participent rarement au processus final de la décision politique. Elles sont bloquées par une forme d'organisation et de répartition du pouvoir exigeant un investissement total de l'individu et ce pouvoir est structuré par les hommes et pour les hommes.

**OBJECTIFS:** 1) Identifier les enjeux et stratégies possibles de l'action collective vis-à-vis des gouvernements et à l'intérieur des coalitions

*Il faut savoir jusqu'où on compose, sur quoi on compose et pourquoi on compose. Sinon, on se décompose.*  
Françoise Girourd

**LES FEMMES, COLLECTIVEMENT, VEULENT-ELLES LE POUVOIR?  
LES FEMMES DE LA F.F.Q. VEULENT-ELLES LE POUVOIR?**

- Quel type de participation collective au pouvoir les femmes réclament-elles? Veut-on exercer le pouvoir ou l'influencer?
- Les règles du jeu politique nous permettent-elles d'offrir collectivement des solutions de rechange à l'exercice du pouvoir?
- L'État gouverne de plus en plus en se référant aux sondages. Dans ce contexte, les groupes de femmes prennent-ils plus de pouvoir?
- Dans quelle mesure les consultations populaires constituent-elles un leurre ou une façon d'influencer le pouvoir?

La F.F.Q. est un groupe d'action politique collective. Songeons à l'objectif général de la session de formation des formatrices (automne 1986) visant à préparer ses membres à l'action politique et à l'exercice du pouvoir. Pensons également à ses prises de position dans des dossiers tels que le libre choix en matière d'avortement, les programmes d'accès à l'égalité, la pornographie, les congés parentaux, la paix, la fiscalité, etc.

**EN TANT QUE MEMBRE D'UN GROUPE AXÉ SUR L'ACTION POLITIQUE COLLECTIVE COMME LA F.F.Q., EST-CE QUE MON ACTION INDIVIDUELLE, DANS MON MILIEU DE VIE, CONTRIBUE AUX CHANGEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES?**

- Le groupe fait-il une action assez forte auprès de ses membres pour que celle-ci se répercute dans leur milieu de vie?
- Est-ce que l'on se sent forte même en dehors du groupe?
- Peut-on penser à des démarcheuses féministes professionnelles?
- Comment, comme membre de la F.F.Q., puis-je traduire ses prises de position dans mon entourage? Quels moyens j'utilise?
- Suis-je une agente multiplicatrice des positions de la F.F.Q.?

*Vous LES avez laissées à la maison pour accoucher de vos enfants. Vous ne pouvez accoucher, sans elles, d'un monde différent.*  
Huguette Bouchardeau



## 2) Illustrer et évaluer la force de cette action collective

 Nous ne sommes pas prêtes pour une ère d'individualisme. Nous devons être extrêmement solidaires.  
Ginette Busque

Comme porte-parole des revendications des femmes, la F.F.Q. agit comme groupe de pression (Ex.: mémoires, pétitions, lobbying) et elle tente d'élargir la définition même de la politique en y insérant les revendications des femmes.

QUELLES SERAIENT LES STRATÉGIES QUE LA F.F.Q., EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES GROUPES DE FEMMES, POURRAIT ENVISAGER À MOYEN OU À LONG TERME, POUR CHANGER LES RÈGLES DU JEU POLITIQUE DANS LE SENS LE PLUS FAVORABLE AUX FEMMES? Y A-T-IL LIEU DE PRIORISER CERTAINES STRATÉGIES PAR RAPPORT À D'AUTRES?

A — Faut-il nécessairement que les femmes s'insèrent dans les structures politiques pour changer les règles du jeu dans le sens le plus favorable aux femmes? Pourquoi choisir d'aller en politique?

B — Si l'on choisit d'aller en politique, quelles seraient les stratégies à prioriser?

- Envisager et organiser un «vote de femmes»?
- Fonder un parti féministe?
- 2 ■ Investir massivement et collectivement les partis politiques?
- Faire des boycottages, des manifestations, des tracts?
- Produire des mémoires, des pétitions?
- Faire changer le mode de scrutin?
- 1 ■ Faire imposer la règle des objectifs numériques pour des candidatures de femmes?
- Investir dans des coalitions ponctuelles?
- Regrouper des candidatures indépendantes de femmes ralliant des femmes de tous les partis?

Les partis politiques sont très conscients que les femmes représentent une force. Pour une membre de la F.F.Q., se lancer en politique signifie l'équilibre entre l'action individuelle et l'action collective.



 Les femmes sont des funambules en équilibre sur le fil instable du pouvoir  
Phrase citée dans La politique au féminin de Marie-Jeanne Robin

**OBJECTIFS:** 1) Explorer nos attentes face aux femmes élues

*Nous n'avons pas de plan de carrière  
mais comme disait ma grand-mère:  
«Nous avons de la suite dans les  
idées.»*

Lise Payette

*L'action politique est un moyen, une étape pour atteindre  
des objectifs donnés ou pour rendre service à la commu-  
nauté. L'entrée en politique pour les femmes résulte sou-  
vent d'un accident de parcours. Les femmes ne sont pas  
portées à faire «carrière» en politique.*

**QUELS SERAIENT (OU DEVRAIENT ÊTRE) LES OBJECTIFS  
VISÉS PAR LES FEMMES DE LA F.F.Q. QUI DÉCIDERAIENT  
DE «SE LANCER» EN POLITIQUE?**

- Les femmes désirent-elles changer la manière de faire de la politique?
- Les femmes ont-elles des objectifs différents de ceux des hommes?
- Les femmes veulent-elles concilier vie politique, vie familiale, vie affective, vie sociale? Le peuvent-elles?
- Les femmes souhaitent-elles concilier leur engagement vis-à-vis du parti et leurs convictions personnelles? Le peuvent-elles?
- Les femmes «se lancent-elles» en politique ou «tombent-elles» en politique?



**COMME MEMBRE DE LA F.F.Q., DEVONS-NOUS METTRE  
NOS ÉNERGIES À FAIRE ÉLIRE DES FEMMES DANS  
LES STRUCTURES POLITIQUES ACTUELLES?**

Les membres d'un Conseil régional de la F.F.Q. veulent convaincre quelques femmes de leur région à s'engager dans les structures politiques. Quels seraient les arguments de poids à faire valoir, auprès de ces femmes, pour les inciter à présenter leur candidature à un poste électif?

- Quels sont les avantages personnels et collectifs à retirer d'une telle expérience? Connaissance et apprentissage personnels? Rendre visible la cause des femmes? etc.
- Parmi les embûches et difficultés suivantes, lesquelles vous paraissent les plus dures à affronter?  
Servir de paravent à la structure patriarcale?  
Donner bonne conscience aux hommes au pouvoir?  
Être récupérée?  
Accorder préséance à la ligne de parti plutôt qu'à ses convictions personnelles?
- Si vous étiez l'une de ces femmes que l'on sollicite, quels seraient vos arguments pour refuser de présenter votre candidature à un poste électif?  
Dévalorisation du rôle des élus parlementaires?  
Perte de votre statut économique?  
En voyez-vous d'autres?
- À quelles conditions le Conseil régional appuierait-il ces femmes **AVANT** et **APRÈS** leur élection?

*Quand une femme accède à quelque place de responsabilité importante, on peut dire, presque à coup sûr, ou bien que le groupe en question a un mauvais moment à passer, ou bien que le véritable pouvoir se situe ailleurs.*

Huguette Bouchardeau

# INDIVIDUELLE

2) Traduire ces attentes en termes de liens existants et potentiels entre les femmes élues et les groupes de femmes

*... il est plus facile de s'asseoir à l'Assemblée nationale que de s'y lever. On s'y assoit avec tous ceux qui vous ont élue. Mais on s'y lève seule, pour parler avec sa voie de femme...*  
Louise Harel



*La F.F.Q. a acquis une crédibilité auprès des groupes de femmes, auprès des instances gouvernementales de même que dans les médias. On dit que les règles du jeu de la politique changeront vraiment le jour où les femmes y entreront massivement (50 %-50 %). L'expérience suédoise tend à prouver «que depuis que les femmes ont atteint la masse critique de 30 p. cent sur la scène politique, le pouvoir s'est déplacé».*

Huguette O'Neil

Femmes élues en politique	
Ottawa	27 femmes / 281 ( 9.6 %)
Québec	18 femmes / 122 (14.8 %)
Québec	60 mairesses / 1,440 ( 4.2 %)
Québec	864 conseillères / 8,274 (10.4 %)

## LA F.F.Q. DOIT-ELLE SOUTENIR TOUTES LES FEMMES DÉSIREUSES DE S'ENGAGER EN POLITIQUE?

- En établissant clairement le fait que la F.F.Q. n'appuie aucun parti politique, pourrait-elle apporter un soutien collectif aux femmes désireuses de s'engager en politique?
- Est-ce que les femmes qui désirent se présenter en politique devraient pouvoir compter sur l'appui inconditionnel des groupes de femmes qui favorisent l'engagement des femmes en politique? Y a-t-il des conditions préalables à ce soutien?
- Sommes-nous prêtes à soutenir des candidates qui ne seront pas nécessairement des porte-parole des revendications féministes?
- Est-ce réaliste de demander à des femmes élues (membres de la F.F.Q.?) de faire passer les intérêts collectifs des femmes avant la ligne de leur parti?
- Par quels moyens l'isolement des femmes élues peut-il être brisé?
- L'éventualité d'obtenir un grand nombre de femmes élues en politique est-elle une condition non seulement nécessaire mais suffisante pour contribuer à changer les règles du jeu en politique?
- Qu'est-ce qui est le plus important: faire élire beaucoup de femmes ou faire élire des féministes en moins grand nombre?
- Y a-t-il un pourcentage minimum de féministes à faire élire pour que ces dernières puissent commencer à transformer les rapports de pouvoir?



*«Les femmes ont compris qu'on n'est jamais si bien servie que par soi-même».*

Ingela Thalén — Cheffe du parti social-démocrate, Commune de Jarfallas — Suède

# Les femmes en politique, encore une exception

Entrevue avec Nicole Boily<sup>(1)</sup> réalisée par Carolle Simard et Denis Monière

**À NOTER:** Cette entrevue a été publiée en novembre 1983, dans la revue **Politique 5... Femmes et pouvoir**, et les statistiques mentionnées reflètent cette époque.

**R.P.:** Nous avons pensé intituler cette entrevue, «Les femmes en politique, encore une exception», que pensez-vous de cette affirmation?

**N.B.:** Je dirais que c'est de l'ordre de l'évidence. Il y a au Québec actuellement deux femmes ministres, 6% de députées, une directrice de cabinet sur 26. Quant à la haute fonction publique, c'est dans la même infime proportion que l'on retrouve les femmes. Les femmes sont donc encore l'exception dans les postes décisionnels à l'inverse de leur présence dans le militantisme politique.

**R.P.:** Donc, la participation des femmes est plus intense au niveau des partis, au niveau du militantisme, et il y aurait un barrage lors qu'on passe à des niveaux décisionnels?

**N.B.:** Les femmes sont traditionnellement absentes ou exclues des centres décisionnels des partis politiques même si ces dernières années un effort est fait pour s'assurer au moins d'une représentation minimale, à la fois parce que la situation devenait inconvenante et aussi, et surtout, parce que les femmes elles-mêmes font en sorte de prendre leur place. Par ailleurs, les femmes sont les piliers du militantisme politique quand il s'agit du financement, du recrutement, du travail d'élection, c'est-à-dire dans toutes les opérations qui réclament temps, patience et abnégation, travail dans l'ombre. Le même phénomène existe dans les organismes bénévoles et les groupes populaires. En effet, une étude récente a démontré que les postes-clefs des conseils d'administration des mouvements bénévoles mixtes comme la Croix-Rouge ou la Société canadienne du cancer ou même des groupes populaires sont bien davantage l'apanage des hommes que des femmes.

**R.P.:** Quels sont les facteurs de ce blocage?

**N.B.:** À mon avis, ce blocage s'explique fondamentalement par le phénomène de discrimination systémique que l'on peut observer dans tous les secteurs d'activité de notre société. Cette discrimination résulte de la division traditionnelle des rôles qui confine les femmes dans la vie privée et projette les hommes vers la vie publique. Ainsi, pour les postes de direction, on a «un» modèle, soit celui d'une personne publiquement connue, ayant un certain prestige, correspondant aux normes traditionnelles et s'y conformant. Alors, où est la place des femmes dans cette vision

stéréotypée sinon dans les humbles tâches d'exécution?

**R.P.:** Donc, en politique comme ailleurs, les fonctions d'exécution continuent d'être assumées par des femmes, tandis que les fonctions de direction, qui se déplacent par exemple du parlement à l'exécutif ou à la haute fonction publique, demeurent fermées aux femmes. Que pensez-vous d'une politique importante mise de l'avant par le gouvernement du Parti québécois afin de favoriser la promotion des femmes à travers la fonction publique?

**N.B.:** Bien sûr, des mesures ont été mises en place à la fonction publique québécoise, des programmes d'égalité en emploi ont été créés avant même la nouvelle législation sur les programmes d'accès à l'égalité prévus maintenant dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Cependant, la résistance a été très forte car les hommes ont craint la perte des privilèges qu'ils considéraient comme des droits acquis de toute éternité et pour toujours. On peut citer, à titre d'exemple, la réaction de fonctionnaires du ministère de l'Environnement qui se sont opposés à certains de ces programmes gouvernementaux favorisant la promotion des femmes en intentant des poursuites judiciaires, s'estimant lésés dans leurs droits. Tout le monde est d'accord quand il s'agit d'affirmer le principe d'égalité ou la nécessité de rattrapage pour les femmes, mais lorsqu'on entreprend la concrétisation de ces principes, il en va tout autrement. À ce phénomène de résistance s'ajoute la conjoncture économique qui a entraîné des restrictions budgétaires limitant le nombre d'ouvertures de postes. Enfin, il faut aussi souligner que les femmes qui accèdent à des postes de commande doivent se qualifier de façon tout à fait exceptionnelle et encore selon le modèle masculin. C'est ce qu'on peut appeler une discrimination invisible mais profondément insidieuse.

## La femme est porteuse d'un nouveau modèle

**R.P.:** Mais une des stratégies du gouvernement semble être d'augmenter la représentation chiffrée des femmes à différents niveaux. Que pensez-vous de cette stratégie? Est-ce une façon d'intégrer les femmes dans la politique?

**N.B.:** La représentation chiffrée des femmes ou le pourcentage d'augmentation est souvent trompeur. Qu'est-ce qu'une augmentation de 50% ou même 100% quand il s'agit de

2, 3 ou 5 individus. C'est quand on analyse l'ensemble de la pyramide que l'on a une idée plus juste de la situation. On voit alors que les changements sont très lents. D'ailleurs, des études récentes, comme la vôtre, Carolle Simard, l'ont bien démontré.

On ne peut pas nier que la stratégie gouvernementale soit d'augmenter le nombre de femmes et le mouvement est amorcé mais grâce, particulièrement, à des femmes de mieux en mieux formées, de plus en plus conscientes, sensibilisées et décidées à prendre leur place. Il est donc évident que le gouvernement ne peut aller à contre courant et s'aliéner une partie de la population sans paraître réactionnaire. Il est de bon ton actuellement de nommer des femmes à des postes relativement importants. On est cependant très prudent dans ces nominations, on craint les «féministes» qui dérangent par leurs remises en question et leur volonté d'introduire de nouveaux modèles.

**R.P.:** Vous croyez donc que la femme porte avec elle un nouveau modèle et que sa participation au processus décisionnel changerait le fonctionnement du politique. Le fait d'être une femme serait-il un antidote aux relations de pouvoir et d'autorité?

**N.B.:** Je crois, en effet, que la femme est porteuse d'un nouveau modèle si elle écoute sa différence, si elle fonctionne selon sa propre échelle de valeur sans être teintée par le modèle masculin. La pratique du pouvoir pourrait ainsi être différente s'il y avait un nombre significatif de femmes, l'on pourrait voir apparaître des changements au fonctionnement du politique. Déjà à l'Assemblée nationale, les relations qui s'exercent entre les quelques femmes des deux côtés de la Chambre marquent cette différence. Les modifications pouvant intervenir ne provoqueront pas une absence de pouvoir et d'autorité mais les rapports de force pourront se manifester de façon différente en vertu de nouvelles valeurs. Il est cependant évident qu'un changement aussi fondamental de mentalité marquée par une tradition millénaire ne pourra s'effectuer en quelques années, c'est tout le rapport dominants-dominés qui est ici en cause.

**R.P.:** Est-ce que vous diriez que parce que les femmes sont socialement déterminées à occuper certaines fonctions qu'elles sont aussi socialement déterminées à aborder le champ politique ou le rapport au politique, ce qui fait qu'elles entrent en politique de manière différente, non pas parce qu'elles sont biologiquement déterminées, mais parce qu'elles sont socialement déterminées, parce que leur

---

expérience notamment leur rapport aux enfants, leur fait découvrir tout un aspect de la vie, des rapports entre les êtres, dont généralement les hommes ne sont pas conscients?

*N.B.:* Je crois sincèrement que les femmes sont plus que socialement déterminées mais que c'est aussi psychologiquement et dans tout leur être qu'elles sont différentes et qu'elles abordent les problèmes selon leur perception.

*R.P.:* Est-ce que vous avez des exemples pour illustrer ce fait?

*N.B.:* Mon expérience personnelle m'a permis d'arriver à cette constatation. J'ai travaillé tout autant dans des milieux essentiellement masculins que dans des milieux féminins. J'ai remarqué une différence de fonctionnement. Les femmes sont beaucoup plus concrètes. Leur analyse d'une situation part d'une expérience vécue et leur champ de connaissance et d'intervention s'élargit conséquemment dans un mouvement circulaire. Les hommes ont une vision plus synthétique. Alors que la conceptualisation vient à la suite d'expériences vécues chez les femmes, elle est prioritaire chez les hommes et de celle-ci découleront des applications concrètes.

*R.P.:* Les hommes ont tendance à exprimer une pensée plus globale alors que les femmes auraient une tendance à exprimer une pensée plus empirique?

*N.B.:* Je serais assez d'accord avec cette formulation. La quotidienneté des femmes, les tâches qu'elles ont accomplies depuis des millénaires, qu'elles soient ou non sur le marché du travail, leur ont aussi permis de développer cette attitude.

*R.P.:* Donc, si on résume, le blocage que l'on a constaté peut en partie résulter de cette différence de vision du monde ou de conception de fonctionnement du pouvoir, cela pourrait être une des explications. La difficulté des femmes de s'intégrer dans la fonction publique et dans les postes de pouvoir serait due au fait que les hommes imposent leurs normes ou leurs règles du jeu.

*N.B.:* Bien sûr, les hommes fixent et imposent leurs normes et les règles du jeu, ils laissent peu de place à de nouveaux modèles. Mais j'ajouterais que consciemment ou inconsciemment, les hommes sont peu enclins à partager le pouvoir qu'ils détiennent. L'égalité est une notion abstraite mais le partage est une réalité concrète plus difficile à vivre.

## Les innovations des années '70

*R.P.:* Mais cependant, depuis quelques années on constate qu'il y a une ouverture de ce point de vue, au niveau des appareils d'État. Il y a eu un grand progrès si on compare aux années 50 et 60, est-ce que vous pourriez présenter les innovations institutionnelles qui ont marqué l'entrée des femmes dans l'appareil d'État?

*N.B.:* Ce sont les années 70 qui ont marqué le début d'une période de progrès pour les femmes. Les années 60 avaient vu l'élection des deux premières femmes à l'Assemblée nationale, d'abord Claire Kirkland-Casgrain en 1961 et quelques années plus tard Lise Bacon. Il faut attendre 1976 pour que le nombre d'élues passe à 5 et l'élection de 1981 où 8 femmes sont élues. Cette progression à pas de tortue est similaire dans la haute fonction publique. La force d'influence et de pression de ces femmes, même si elles le voulaient, ne pouvait et ne peut être très puissante. Même si Claire Kirkland-Casgrain a marqué des points pour les femmes par des modifications au code civil, on ne peut pas dire que les années 60 aient été fertiles en innovations institutionnelles pour les femmes. Les véritables changements s'amorcent dans les années 70, moment qui correspond à une meilleure organisation des femmes entre elles. Les gains sont le résultat des luttes entreprises par ces groupes de pression.

*R.P.:* Le progrès ne vient pas des partis politiques?

*N.B.:* Le progrès vient de la pression des femmes organisées à l'extérieur mais aussi à l'intérieur des partis politiques. Aucun changement n'est venu spontanément des hommes, détenteurs des pouvoirs, qui auraient pris conscience de la situation anormale et injuste qui était faite aux femmes. Au Québec, la première lutte politique organisée fut celle pour l'obtention du droit de vote, obtenu finalement en 1940. Les revendications politiques articulées ont redémarré à la fin des années 60 quand les femmes ont commencé à se regrouper pour faire pression. Ces luttes ont permis entre autres la création, en 1973, du Conseil du Statut de la femme, organisme consultatif du gouvernement voué à l'amélioration de la condition de vie des femmes qui avait été réclamé par la Fédération des Femmes du Québec. À la même époque, à Ottawa, le gouvernement central avait mis sur pied une Commission d'enquête sur la situation de la femme au Canada, la Commission Bird, qui a entraîné la naissance du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme. C'était

les premières fois que l'on mettait le dossier «femmes» sur la carte. Auparavant, on parlait «famille» pour parler «femmes».

Nous avons vécu ensuite l'année internationale des femmes en 1975 avec son «petit» cortège de coups de chapeau à la cause des femmes.

À partir de 1976, un certain nombre de législations fondamentales ont été adoptées: congés de maternité, loi sur les normes minimales de travail, réforme du droit de la famille, programmes d'accès à l'égalité qui comptent parmi les plus importantes. Le Parti québécois avait un comité des conditions féminines très actif qui avait fait inclure dans le programme du parti des mesures progressistes pour les femmes. Ce qui n'a pas été sans effet sur le programme gouvernemental de ce début de mandat. C'est aussi à ce moment qu'on a commencé à songer, au sein de l'appareil d'État, à des programmes d'égalité en emploi pour les femmes dans la fonction publique.

*R.P.:* Diriez-vous que ce gouvernement a favorisé les femmes en tant qu'acteur politique, que des mesures ou des politiques ont favorisé les femmes? On peut penser par exemple à ce qui se passe actuellement, aux audiences publiques sur la réforme du mode de scrutin où l'État ne s'est pas privé d'utiliser l'argument féministe pour favoriser cette réforme?

*N.B.:* Les gouvernements ont presque inévitablement une tendance électoraliste et récuratrice, je vous le concède. Ainsi, le gouvernement arrivé au pouvoir en 1976 pouvait encore se permettre du développement; de plus on était encore sous l'influence de l'année internationale des femmes. Si on ajoute à ces conditions, la présence d'une ministre comme Lise Payette qui était une fonceuse, on trouve des circonstances qui, pendant quelques années, je dirais jusqu'au référendum, ont amené certains changements même s'ils n'étaient pas à la mesure des demandes des femmes ni avec la rapidité jugée nécessaire. Il faut cependant admettre qu'il y a eu un certain cheminement, un certain progrès. Après le référendum et avec la nouvelle conjoncture économique, les choses ont changé.

*R.P.:* Vous considérez que la création d'un ministère de la condition féminine a été le principal acquis pour les femmes?

*N.B.:* Pas nécessairement le principal, mais un acquis d'autant plus qu'il avait le statut de ministère d'État avec ceux du développement économique, développement social, dévelop-

pement culturel et de l'aménagement. C'était et c'est toujours un instrument utile pour la cause des femmes. Actuellement, je crois sincèrement que s'il n'y avait pas de ministre à la Condition féminine, on vivrait des reculs encore plus importants que ceux qui sont déjà intervenus.

*R.P.:* N'est-ce pas une façon justement de favoriser la participation de la femme comme exception en créant un ministère ghetto? N'est-ce pas une mesure dilatoire qui évite au gouvernement de prendre ses responsabilités dans l'ensemble des ministères?

*N.B.:* À mon avis, non, car la ministre à la Condition féminine n'a pas un ministère sectoriel, elle n'a pas de pouvoir direct sur les mesures prises dans des champs sectoriels.

*R.P.:* Elle n'a pas de pouvoir?

*N.B.:* Entendons-nous, elle n'a pas de prise première et directe sur les législations ou les programmes élaborés par les divers ministères. Son pouvoir en est un d'influence sur ses collègues qu'elle tente de responsabiliser. Si la ministre à la Condition féminine avait la responsabilité unique de tout ce qui concerne les femmes, c'est là qu'elle serait ghettoisée et marginalisée. Je m'explique. Dans ces conditions, aucun autre ministère ne se soucierait de la situation particulière des femmes, on ne serait que trop heureux de lui en laisser l'entière responsabilité. De plus, comment arriver à une continuité et une cohérence dans des politiques qui sont morcelées. Cela serait au détriment des femmes. La nécessité d'une ministre à la Condition féminine se défend par l'horizontalité de son dossier. Elle doit voir à ce que la particularité et les besoins spécifiques des femmes soient pris en charge par tous les ministères. Elle peut aussi initier certaines politiques ou certains changements. C'est son rôle de faire prendre conscience à ses collègues que ce ne sont pas uniquement des mesures isolées, correspondant à la correction d'injustices flagrantes, qui doivent être apportées mais que doit intervenir un changement fondamental d'approche pour un statut d'égalité dans la différence. Ce changement d'attitude, de mentalité est peut-être ce qu'il y a de plus difficile à faire passer.

### **Ministre de la Condition féminine: rôle acrobatique**

*R.P.:* Dans ce contexte là, est-ce que la fonction de la ministre à la Condition féminine, n'est pas une mission impossible? Puisque en fait ce sont des cas extrêmes qui semblent frapper les politiciens, alors que le féminisme

a démontré que ce n'était pas des cas, que c'était la situation fondamentale des femmes qui était à revoir, qui était à changer.

*N.B.:* Effectivement, c'est une situation très difficile que celle de la ministre à la Condition féminine. Ce n'est pas de tout repos car elle est le plus souvent l'opposition à l'intérieur du pouvoir. La capacité d'influence et de persuasion s'exerce aussi dans une relation de pouvoir, un rapport de force tout autant que dans un effort pour changer les mentalités. Par ailleurs, il faut aussi dire que le champ d'intervention est plus large que celui du seul Conseil des ministres. La ministre a donc autour d'elle pour l'assister, outre son cabinet politique, un secrétariat composé d'une secrétaire générale associée, ayant rang de sous-ministre, et des fonctionnaires qui elles aussi ont un rôle à jouer pour la promotion de politiques favorables aux femmes et pour la création d'un réseau de solidarité. Réseau formel qui existe par la présence de répondantes à la condition féminine dans les principaux ministères, mais aussi réseau plus informel. Il y a de nombreux exemples qui manifestent que la ministre et son entourage ont eu un rôle indispensable dans la réorientation de mesures à l'intérieur de législations ou de programmes. Pour parler de cas précis, il est certain que la réforme du droit de la famille ou que les modifications à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne n'auraient pas pris la même tournure sans l'intervention de la ministre et de son entourage appuyée par le C.S.F. et les groupes de femmes.

*R.P.:* Quels sont les rapports des groupes de femmes avec la ministre de la Condition féminine? Autrement dit, lorsque ce ministère définit les priorités et les orientations, qui sont les intervenants qui orientent ces priorités et ces interventions, est-ce que ce sont les groupes de femmes, est-ce que ce sont les groupes de femmes à l'intérieur du parti ou est-ce que ce sont les fonctionnaires, le personnel de cabinet qui conçoivent ces priorités, ou la ministre elle-même?

*N.B.:* Le rapport du ministère avec les groupes de femmes doit, à mon avis, être très étroit. C'est un des moyens pour garder des liens avec la réalité du terrain. De plus, la pression des groupes de femmes est un soutien de l'extérieur à une action à l'intérieur, même si parfois c'est lourd et dérangent. Les femmes ne sont pas toujours conscientes de la force qu'elles peuvent avoir lorsqu'elles se concertent sur des points précis. En ce qui a trait à l'établissement des orientations et des priorités, elles sont définies par la ministre avec l'aide et le support de ses conseillères, tant les

fonctionnaires du secrétariat que le personnel politique de son cabinet. Il ne faudrait pas non plus négliger le rôle conseil que joue le Conseil du Statut de la femme. Par ailleurs, il est évident que les contacts avec les groupes de femmes, la connaissance de leurs besoins et leurs revendications de même que l'information sur les grands projets gouvernementaux et la conjoncture politique sont aussi des guides dans l'élaboration des priorités ministérielles en matière de condition féminine. Je voudrais spécifier ici que je parle de ce que j'ai connu et qu'il pourrait en être tout à fait autrement selon la ministre et son entourage.

*R.P.:* Toutes des femmes?

*N.B.:* Toutes des femmes, avec épisodiquement la participation d'un représentant de la gent masculine au cabinet de la ministre. Ce qui était de première importance, au moment où j'étais là, c'était ce contact avec les femmes vivant différentes situations, la liaison entre le pouvoir politique et les groupes de base.

*R.P.:* En tant que membre de cabinet politique, participiez-vous directement à ces groupes de pression ou étiez-vous identifiée clairement comme personnel de cabinet?

*N.B.:* Je crois qu'il est essentiel d'identifier clairement le rôle et la place de chacun, personnel politique et groupes de pression. Les unes et les autres ont des fonctions différentes et distinctes, ce qui n'empêche nullement les contacts et les liens. Il faut éviter toute situation d'ambiguïté qui pourrait donner lieu à des manipulations ou à de la récupération dans un sens comme dans l'autre. Ayant vécu l'une et l'autre situation, j'estime possible et nécessaire l'identification des rôles respectifs.

### **Le problème de la double allégeance**

*R.P.:* Comment avez-vous réglé ce problème de la double allégeance, vous Nicole Boily, militante, féministe, au Parti Québécois, et ensuite comme membre d'un appareil politique?

*N.B.:* Le problème de la double allégeance est très sérieux et difficile à concilier. Je dirais que personnellement je me suis laissée guider par mon instinct et aussi par mon sens de l'éthique. Je dois dire que j'ai accepté un poste politique dans le cadre du dossier particulier de la condition féminine après 4 ans à la coordination de la Fédération des Femmes du Québec. J'avais travaillé à l'amélioration de la condition de vie des femmes à l'extérieur du gouvernement, je souhaitais, puisqu'on m'en

offrait l'occasion, faire un bout de chemin à l'intérieur. L'allégeance féministe était donc prioritaire. Ceci dit, tout n'est pas réglé pour autant, car éthiquement j'avais à me situer dans le cadre du parti auquel j'appartenais, du gouvernement dans lequel j'avais à fonctionner et aussi de l'appareil d'État en place. Cette situation de la double allégeance n'est-elle pas vécue à des degrés divers, selon des modalités différentes par beaucoup de féministes dans des secteurs autres que politiques? Je reconnais cependant qu'elle est particulièrement difficile à assumer en politique et qu'elle entraîne beaucoup de frustration. (...)

*R.P.:* (...) Comment analysez-vous le pouvoir d'influence d'une ministre femme dans un cabinet qui doit traiter de dossiers qui ne relèvent pas de la condition féminine? Il y a des questions sur lesquelles le problème homme/femme n'intervient pas, est-ce qu'une femme ministre a autant d'influence dans ces dossiers neutres disons que si c'était un homme, est-elle sur le même pied d'égalité à ce niveau-là au cabinet?

*N.B.:* Comme préalable, je dirais que les femmes étant très minoritaires au Conseil des ministres, elles doivent avec difficulté faire leur place, faire la preuve qu'elles sont «bonnes», capables de remplir la tâche qu'on leur a confiée. N'est-ce pas d'ailleurs le témoignage apporté par presque toutes les femmes ministres et ex-ministres et même par les femmes députées. Elles doivent faire leurs preuves pour atteindre ce degré d'égalité. N'est-ce pas significatif que l'on spécifie d'une femme ayant un poste de responsabilité qu'elle est intelligente, qu'elle travaille bien, alors qu'on ne juge pas nécessaire de le faire pour un homme pour qui ces qualités sont jugées normales.

Pour revenir à votre question, je dirais qu'au-delà des remarques que j'ai faites précédemment, la situation est variable selon les individus et selon les dossiers. L'important est que la ministre réussisse à s'imposer dans son propre secteur d'intervention. Pour prendre un cas particulier, citons celui de Mme Payette qui est entrée au Cabinet avec le dossier des institutions financières et coopératives où elle a réussi à faire passer la loi sur l'assurance-automobile. Elle a dû avoir un pouvoir d'influence auprès de ses collègues qui n'étaient pas nécessairement tous favorables aux mesures qu'elle préconisait.

Quant à la ministre à la Condition féminine, lorsqu'elle s'intéresse à d'autres dossiers que le sien, elle est relativement sur le même pied que ses collègues soit dans le camp des

juniors ou des seniors. Sa formation et ses expériences professionnelles antérieures peuvent aussi ajouter à sa crédibilité puisque cela correspond au modèle masculin de promotion ascendante.

*R.P.:* Elle est tout de même membre du comité des priorités?

*N.B.:* Oui, la ministre à la Condition féminine est membre du comité des priorités. Ouf? oui encore, mais après quelles tribulations! C'est en effet un lieu de pouvoir puisqu'on y définit des politiques et des orientations majeures pour le gouvernement mais c'est aussi un lieu où l'on peut puiser beaucoup d'informations. En ce qui a trait au statut que la ministre peut y avoir, là aussi, il faut qu'elle y prenne sa place.

#### **Une démarche de carrière cohérente: adhésions et ruptures**

*R.P.:* Est-ce que vous, personnellement, vous avez été déçue par votre expérience? Vous avez dit précédemment, que bien sûr la création du ministère a été très positive, par contre vous avez démissionné parce que la politique globale du gouvernement n'allait pas dans la direction que vous souhaitiez et probablement qu'au ministère même vous sentiez des résistances, des obstacles?

*N.B.:* Je ne suis absolument pas déçue par l'expérience, car je ne m'étais fait aucune illusion, je dirais que j'ai même adoré ce genre de travail et que j'y ai beaucoup appris sur le fonctionnement quotidien de l'État, sur les modalités de prises de décision d'un gouvernement. J'ai par ailleurs essayé de faire le plus honnêtement possible mon travail pour faire avancer le dossier des femmes, cela dans la mesure des possibilités qui étaient à ma disposition. De plus, pour une conseillère politique, la situation est privilégiée pour tenter de faire accepter certaines idées qui nous tiennent à cœur et qui peuvent éventuellement se traduire en politiques, surtout si la ministre endosse ces objectifs. On a aussi un accès direct aux cabinets des différents ministères et aussi à la machine administrative. À certains égards, ce sont des postes stratégiques qui, tout en étant différents, peuvent être plus intéressants et recelant plus de pouvoir d'influence que les postes de députés surtout dans notre système parlementaire actuel. Donc, personnellement, je retire, malgré certaines frustrations, plus de positif que de négatif de cette expérience. Par ailleurs, au plan collectif, étant peu nombreuses à posséder cette expertise, j'espère pouvoir la partager, démystifier

cette mécanique et inciter d'autres femmes à entrer en politique.

*R.P.:* Mais pourquoi avoir démissionné, pourquoi ne pas avoir cherché à aller ailleurs au sein du gouvernement, et si je vous pose cette question, c'est que madame Payette disait toujours: «les femmes en politique n'ont pas de stratégie de carrière» comme dans les milieux professionnels, elles sont toujours prêtes à démissionner et à aller ailleurs, à changer. Votre exemple nous rappelle ce que disait madame Payette effectivement dans son livre, les femmes ne semblent pas avoir de stratégie de carrière en politique, est-ce que vous êtes d'accord avec ça?

*N.B.:* Je dirais que les femmes n'ont pas, ou peu d'entre elles, de stratégie de carrière tant en politique que dans d'autres domaines; ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de cohérence dans leur démarche. Selon le modèle traditionnel, on conçoit la carrière selon une ligne verticale ascendante, c'est-à-dire qu'en partant de la base on doit accéder à des postes permettant de se hisser vers le sommet de la pyramide que ce soit dans l'entreprise privée ou l'entreprise publique. C'est principalement de cette façon que l'on détermine la réussite d'une carrière. Les femmes, pour bon nombre d'entre elles, n'ont pas cette démarche, ce qui n'implique pas, par ailleurs, qu'elles refusent des postes de responsabilités.

En ce qui me concerne, j'ai démissionné parce qu'en tant que conseillère politique j'étais étroitement associée et j'avais à défendre les politiques du gouvernement au pouvoir. N'étant plus en accord avec certaines orientations, le choix qui s'offrait à moi était ou bien de me ranger et mettre en veilleuse mes divergences ou bien démissionner. J'ai fait mon choix pour ma propre cohérence et aussi par sens de l'éthique tout en étant consciente que, ne faisant pas partie de la fonction publique, je n'étais pas reclassée dans l'appareil administratif.

*R.P.:* Plusieurs personnes, je ne dis pas nécessairement des hommes, mais je dis d'autres hommes, d'autres femmes auraient tenté d'aller chercher un autre emploi avant de démissionner, je pense que c'est une stratégie possible et vous ne l'avez pas fait?

*N.B.:* Effectivement. Je n'ai pas voulu profiter de relations ou de contacts que je pouvais avoir au moment où j'étais encore directrice de cabinet. Je n'ai nullement la prétention de porter un jugement sur l'une ou l'autre stratégie, j'ai tout simplement suivi mon modèle de fonctionnement à moi. Mon cas est

celui de nombreuses femmes qui ont une carrière en dents de scie, dans un enchaînement d'adhésions et de ruptures. Il y a une cohérence dans cette démarche mais elle n'est pas nécessairement calquée sur le modèle traditionnel.

### **Le féminisme est en bonne santé au Québec**

*R.P.:* Pouvez-vous comparer la situation de la femme au Québec par rapport à d'autres pays?

*N.B.:* Globalement, la situation des femmes au Québec est tout à fait comparable, meilleure ou moins bonne selon les domaines, à la situation des femmes dans les autres pays. Particulièrement au cours des 10 dernières années on a fait beaucoup de rattrapage au Québec. Plusieurs législations et politiques ont permis de faire des progrès substantiels. Ce n'est sûrement pas une raison pour nous reposer sur nos lauriers, d'autant plus que les mentalités n'ont pas nécessairement évolué au même rythme et que l'application de ces législations ou politiques en est de ce fait ralentie. On peut dire toutefois que le féminisme est en bonne santé au Québec. Les femmes, après un moment d'essoufflement, sont à nouveau prêtes à défendre leurs droits et leur place pour évoluer vers une société qui soit organisée de plus en plus à leur image.

*R.P.:* Diriez-vous que les femmes québécoises sont fortes parce que les hommes québécois sont plus faibles, certains analystes étrangers ont dit que l'homme québécois avait été castré. Que pensez-vous de cette thèse?

*N.B.:* Je ne crois pas que les femmes québécoises tirent leur force de la faiblesse de leurs congénères hommes. La conjoncture politique, sociale et culturelle a peut-être permis une accélération de la prise de conscience des femmes et a ainsi accentué leur besoin de s'organiser en groupes de pression. Le mouvement des femmes et la résurgence de leurs luttes n'est d'ailleurs pas le seul fait du Québec, cette situation existe partout dans le monde occidental et même plus largement. On s'aperçoit d'ailleurs, que, toute proportion gardée, les problèmes rencontrés par les femmes sont assez similaires où qu'on soit, et que la résistance aux changements s'exprime partout par des hommes qui se sentent menacés.

### **Travailler dans tous les milieux, investir les centres de décision**

*R.P.:* En terminant une dernière question. Étant donné votre expérience, votre connaissance des blocages, des résistances à l'intérieur du système disons-le «traditionnel» entre guillemets, est-ce que vous estimez que la promotion de la femme pourrait mieux se faire par la création d'un parti exclusivement féminin ou si on peut toujours faire progresser la cause des femmes à l'intérieur des partis mixtes?

*N.B.:* À mon avis, il ne faut exclure aucune voie. Tout d'abord, il faut voir que les femmes ne sont pas un bloc homogène et monolithique. Elles présentent des variantes tant dans leur pratique du féminisme que dans leur conception de la société à bâtir. Étant donné cette situation, je crois que les femmes doivent travailler dans tous les milieux qui leur conviennent que ce soit dans des partis politiques mixtes, traditionnels ou progressistes, que ce soit dans un parti politique féministe. Ce ne sera qu'en imposant et en affirmant leur présence et leurs perceptions partout et dans tous les milieux que les femmes amélioreront leur condition de vie et travailleront à leur promotion.

*R.P.:* Cette stratégie ne risque-t-elle pas de diviser les forces?

*N.B.:* Non, je ne le crois pas et de plus cette stratégie se développe dans le respect des différentes tendances existantes chez les femmes. Cette présence des femmes dans plusieurs partis peut permettre des percées sur plusieurs fronts, ce qui n'est pas négligeable et peut aussi stimuler l'émulation entre les divers partis politiques. À mon avis, ce n'est pas un éparpillement ou une division des forces mais tout simplement une stratégie réaliste tenant compte des forces en présence. Par ailleurs, cela n'exclut pas des solidarités ponctuelles des femmes des différentes tendances comme on a pu le voir ces dernières années. La solidarité des femmes est un phénomène important dont elles ont fait l'apprentissage et qui leur permet à un moment donné, sur des points concrets et circonscrits, de lier leurs efforts. On pourrait même penser, lors d'une prochaine élection, à un regroupement de candidatures indépendantes de femmes pouvant rallier dans quelques circonscriptions des femmes de tous les partis afin d'assurer la présence accrue mais aussi la voix des femmes à l'Assemblée nationale.

*R.P.:* Vous pensez qu'il est impossible de stimuler le Parti québécois de l'intérieur? Pour-

quoi faut-il être à l'extérieur pour faire pression et faire avancer la cause des femmes à l'intérieur du Parti québécois?

*N.B.:* Je crois que les femmes à l'intérieur du Parti québécois ont un rôle à jouer dans ce faire avancer la cause des femmes dans ce parti, mais en même temps une pression extérieure peut être un soutien, un support pour ces femmes.

*R.P.:* Mais vous Nicole Boily, vous pensez que c'est plus efficace à l'extérieur?

*N.B.:* Personnellement, je pense être allée au bout d'une démarche, d'avoir tenté ce que je pouvais. Je ne suis plus intéressée pour le moment à militer à l'intérieur de ce parti qui a modifié trop sensiblement ses orientations de départ. Le programme du parti quant à son projet de société et quant à l'amélioration de la condition de vie des femmes s'est atrophié. Je continuerai à militer politiquement très certainement mais pas dans les rangs du Parti québécois.

*R.P.:* À la suite de votre intervention, est-ce que vous diriez que ce sont les femmes qui rejettent la politique et non pas la politique qui rejette les femmes, qu'est-ce que vous en pensez?

*N.B.:* Les femmes ne rejettent pas la politique, elles veulent au contraire y accéder à part entière et aussi elles veulent pouvoir y fonctionner selon un modèle qui leur est propre, elles veulent que l'on prenne conscience de la situation à changer pour les femmes et par voie de conséquence pour les hommes et la société tout entière. D'ailleurs leur combat est essentiellement politique. Les femmes ont pris conscience qu'elles doivent investir les centres de décision et donc les lieux de pouvoir politique. Elles ont d'ailleurs manifesté leur impatience à cet égard lors du forum sur les questions économiques du Conseil du Statut de la femme en octobre dernier alors que près de 1500 femmes de toutes les régions du Québec étaient rassemblées.

### **Montréal, novembre 1983 POLITIQUE, 5 ...Femmes et pouvoir.**

(1) Ex-directrice du cabinet de la ministre déléguée à la Condition féminine Madame Pauline Marois. Ex-coordonnatrice à la F.F.Q.

# La femme et la politique<sup>(1)</sup>

par Maria Deraismes

L'élimination de la femme des affaires publiques est la conséquence logique d'une fausse conception politique.

La politique n'est pas une science spéciale dont l'étude et l'exercice ne doivent être réservés qu'à une minorité, dite d'élite. Elle est la science de l'association dans son expression la plus élevée. Elle ne peut se constituer qu'avec le concours de tous. Son objet étant la direction générale des intérêts, chaque associé doit y être initié dès l'âge de raison, devant fournir son contingent d'activité et de dévouement à la collectivité organisée en échange d'avantages certains. Aussi, la politique est-elle la science la plus générale après la philosophie; elle emprunte ses lumières aux diverses branches des connaissances humaines dont elle embrasse l'ensemble. Elle est, en un mot, la mise en jeu des forces individuelles groupées: sentiment, passion, idées, raison s'amalgament, se combinent, pour atteindre au but déterminé: le bonheur, par le développement et l'extension de l'être physique et moral.

Quand Aristote a dit que l'homme est un animal politique, il signale par ce seul attribut le caractère spécifique qui distingue l'humanité de toutes les autres espèces.

La politique, ressortant de la sociabilité, est la condition indispensable de l'entière éclosion des individus qui la composent, lesquels ne peuvent y parvenir que lorsque l'existence de chacun d'eux s'effectue sous le double mode individuel et social...

...Forcément amenés à traiter des questions d'ordre collectif et de la nature des rapports établis entre les individus, ceux que le suffrage de leurs concitoyens a délégués pour la chose gouvernementale doivent avoir pour premier soin d'étudier chez les membres de la société les tempéraments, les caractères, les mobiles, et de s'arrêter de préférence à ceux qui sont irréductibles, c'est-à-dire à ceux que la différence de croyance et d'éducation ne saurait faire disparaître ou même modifier.

Rien ne peut être considéré séparément. La politique est une synthèse; il faut tenir compte de tous les facteurs et parmi eux découvrir quels sont les plus puissants, c'est-à-dire ceux qui, à un instant donné, exercent sur la conduite humaine la pression la plus décisive.

Quoi qu'on dise et qu'on fasse, la femme est de ceux-là. À tous les degrés de l'échelle sociale, à tous les degrés de la parenté, quelle que soit la nature des relations, la femme imprime une action pénétrante plus ou moins

visible, plus ou moins latente, mais qui n'en est pas moins positive.(...)

Pour justifier l'éviction de la femme en matière gouvernementale, on a cru émettre un argument irréfutable en affirmant qu'elle représente le sentiment, et l'homme, la raison.

Cette distribution des facultés est absolument imaginaire. L'universalité d'action des sexes dans l'œuvre génératrice étant reconnue depuis longtemps par les savants, il s'ensuit que les femmes, aussi bien que les hommes, sont douées d'énergie, de volonté et de raison. Et, en admettant que le sentiment soit la note dominante dans l'organisme féminin, nous répondons aux gens qui prétendent qu'en politique il ne s'agit pas de faire du sentiment qu'ils disent une sottise. La politique sera d'autant rationnelle qu'elle s'adaptera aux êtres qu'elle est appelée à diriger.

Exclure le sentiment de la politique, c'est laisser de côté la moitié de la personne humaine; c'est jeter dehors la force impulsive qui détermine nos actes. Aussi n'avons-nous pas lieu de nous étonner lorsque nous voyons qu'aucun des systèmes politiques pratiqués jusqu'à présent n'a été viable, quel que soit le génie du chef de l'État; parce que tous, sans exception, ont violé la nature humaine dans ses aspirations les plus légitimes et les plus impérieuses. Les grands mouvements sociaux, les grands faits historiques ont pour générateurs, à part égale, le sentiment et la raison...

...Parmi les quelques femmes que les hasards de la naissance ont mises à la tête des gouvernements, bien que n'étant ni l'objet d'un choix ni d'une élection, plusieurs ont fait preuve de capacité et même de génie. Elisabeth d'Angleterre surpasse par sa vaste intelligence et son entente des affaires ses prédécesseurs et ses successeurs. Catherine II de Russie, Marie-Thérèse d'Autriche, Blanche de Castille, sans oublier Anne de Beaujeu qui, pendant sa régence, fit preuve d'une habileté diplomatique exceptionnelle. L'Angleterre en sut quelque chose.

En pleine féodalité, la femme accuse des qualités de premier ordre, d'énergie, de vaillance.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, nous rencontrons des femmes qui, par la valeur de leur caractère et de leurs actes, égalent les hommes les mieux doués.

En France, les exemples d'intelligence et d'héroïsme féminins pullulent aux époques de

lutte. Ils démontrent d'une façon éclatante l'égalité mentale des deux sexes. Si l'espace nous le permettait, que de noms n'aurions-nous pas à citer!

En dehors des facultés supérieures dont les femmes, tout comme les hommes, peuvent faire preuve le cas échéant, il en est une qui volontiers caractérise le sexe tout entier, c'est la sagacité.

La plupart des femmes sont douées d'une perspicacité étonnante. À première vue, elles diagnostiquent les caractères et accusent une juste défiance; elles voient aussi dans les choses le côté positif, ce qui est à considérer en politique.

Le curieux, c'est qu'aucune République, basée pourtant sur le droit, n'ait accordé aux femmes les prérogatives politiques, tandis que les monarchies, hormis la France, les ont admises à l'exercice du pouvoir suprême.

On compte des femmes reines, impératrices, régentes; on n'en voit pas de présidentes, ni même d'électrices. Est-ce parce que la monarchie est plus conséquente avec ses principes? Loin de là, car si elle admet une femme souveraine, elle ne l'admet jamais ministre. Ici l'intérêt dynastique l'a emporté sur le préjugé. D'ailleurs, le privilège n'est-il pas l'arbitraire?

L'illogisme règne donc partout...

...C'est qu'en vérité, dès qu'on viole la loi naturelle, celle-ci a ses reprises. Ce n'est plus la norme qui règne, c'est l'abus. Telle est la revanche de la justice outragée.

Mais ce qu'il faut remarquer et surtout retenir, c'est que l'infériorité légale de la femme, les restrictions de ses droits n'ont pu détruire, ni même réduire son influence. Qu'elle s'absentienne, ou qu'indirectement elle intervienne dans la politique, qu'elle s'y intéresse ou qu'elle y reste indifférente, elle exerce quand même, sur les événements et la marche des choses, une action considérable. En voici l'explication:

La femme privée de participation à la direction des intérêts sociaux, exclue des conseils et des assemblées, n'a souci d'initier ses enfants aux nécessités sociales, que pour leur faire mieux comprendre que leur plan de conduite doit être tracé surtout en vue de leurs intérêts particuliers et professionnels. Il s'ensuit l'ignorance complète des obligations de la vie collective; enfin, l'absence de toute éducation civique.

---

C'est qu'en effet c'est dans le groupe familial que les premières semences de la culture politique doivent être jetées. C'est là que l'application de la solidarité s'impose avant toute notion ultérieurement acquise. C'est là que le développement et la conservation des individus, par la protection et l'aide réciproques qu'ils se prêtent, se démontrent, ainsi que la nécessité de la sécurité du milieu dans lequel ce groupe est placé. Ce milieu, c'est la société; et la société n'est toujours que ce que l'a faite la science politique. Cette science doit donc faire partie de l'enseignement journalier. Le foyer est donc le lieu où les premières leçons doivent en être données; et le rôle éducateur supérieur revient à la femme. Or, qu'est-il arrivé? C'est que la femme déclarée incapable, malgré les preuves contraires, d'élever son esprit à de si hautes questions, a pris à son tour en mépris la politique elle-même.

La femme, qui se sent apte, finit par douter de la valeur des choses qu'on lui interdit de connaître...

...La conclusion à tirer de ce qui précède est celle-ci: tant que la femme ne participera pas, comme l'homme, à la question des affaires publiques, tant qu'elle n'aura pas voix délibérative et faculté de contrôler les actes du gouvernement, le suffrage universel ne sera qu'un trompe-l'œil; et la politique, sans préparation éducative dans la famille, sans racine chez les individus, sera livrée aux hasards des convoitises ambitieuses et des erreurs de l'imagination et des sens. Elle aura des principes écrits, des constitutions solennellement proclamées; mais rien de cela ne sera gravé dans les consciences. Tout ce qui n'a pas germé, tout ce qui ne s'est pas développé dans le cerveau féminin n'est qu'à la surface dans le cerveau de l'homme...

(1) Tel fut le titre donné par Maria Deraismes à sa participation au Congrès de Chicago. Lors de l'exposition universelle tenue dans cette ville en 1893, les organisateurs voulurent mettre l'accent sur la situation, le sort et le travail des femmes dans le monde. Un congrès international, organisé à cette occasion, rassembla les représentantes d'un très grand nombre d'associations. Un palais entier fut consacré aux femmes. Maria Deraismes en tant que présidente de la *Société pour l'amélioration du sort de la femme et la revendication de ses droits* devait y participer. Malade, elle ne put s'y rendre et envoya par écrit son allocution qui fut publiée avec les autres interventions dans une brochure spéciale, en 1893.

Extrait de **Ce que veulent les femmes**, Éd. Syros, Paris 1980

---

## Bibliographie

BOUCHARDEAU, Huguette, **Un coin dans leur monde**, Éd. Syros, mars 1980, 135 pages

CÔTÉ, Marie-Hélène, **Des stratégies et des luttes contre la pornographie**, Mtl, Octobre 1984, p. 146-159

**Femmes et politique** sous la direction de Yolande Cohen, Éd. Le Jour, Canada, 1981:

MILES, Angela, **Le féminisme, parole authentique et autonome des femmes**

FAHMY-EID, Nadia, **La presse féminine au Québec (1890-1920)**

SMITH, Dorothy E., **Le parti pris des femmes**

LAURIN-FRENETTE, Nicole, **Féminisme et anarchisme**

COHEN, Yolande, **Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir**

FRENCH, Marilyn, **Les femmes et le pouvoir**, conférence prononcée à l'UQAM, 11 novembre 1980, 14 pages

Intersyndicale 8 mars, **Imaginons le pouvoir des femmes**, 8 mars 1985, 27 pages

PAQUEROT, Sylvie, **Femmes et pouvoir**, C.S.F., Mai 1983, 102 pages

PAYETTE, Lise, **Le pouvoir? Connais pas**, Éd. Québec Amérique, Mtl, 1982, 212 pages

TARDY, Evelyne, LEGAULT, Ginette, GINGRAS, Anne-Marie, MARCOUX, Lyne, **La politique: un monde d'hommes**, Cahiers du Québec, Collection Science politique, Éd. Hurtubise HMH, 1982, 111 pages

**Revue Nouvelles questions féministes 6-7**, Les femmes et l'État, NQF, Printemps 1984:

VIENNOT, Eliane, **Des stratégies et des femmes**

SIWEK, Jeanne, **À quoi servent les partis politiques?**

**Revue POSSIBLES... et les femmes**, Vol. 9, N° 1, Hiver 1985:

LALONDE, Francine, **En tant que femme**

COHEN, Yolande, **Pouvoirs et contre-pouvoirs: la place des femmes**

**Revue Société québécoise de Science politique**, Femmes et pouvoir, Hiver 1984, N° 5:

BOILY, Nicole, **Les femmes en politique, encore une exception**

ANDREW, Caroline, **Les femmes et la consommation collective: les enjeux de l'engagement politique**

SIMARD, Carolle, **Changement et insertion des femmes dans le système politique**

## Message du président du Mouvement Desjardins pour la Fédération des femmes du Québec

---



La démocratie et les finances ne sont pas des jeux pour hommes seulement. Pour que la démocratie et les finances produisent toutes leurs richesses en faveur de l'ensemble de notre collectivité, il faut y inclure le point de vue des femmes et leur participation active. La coopération est universelle; elle est pour tous et pour toutes.

Outil d'émancipation socio-économique des Québécois et des Québécoises, lieu privilégié de formation économique et de démystification de la finance, les caisses populaires et les caisses d'économie sont des coopératives d'épargne et de crédit dont les membres sont les propriétaires-usagers. Comme les femmes représentent 52 % des membres des caisses Desjardins, je les invite donc à prendre leur place au sein de leur coopérative et à devenir dirigeantes de caisses.

Le Président,

A handwritten signature in black ink that reads "Claude Béland". The signature is written in a cursive, flowing style.

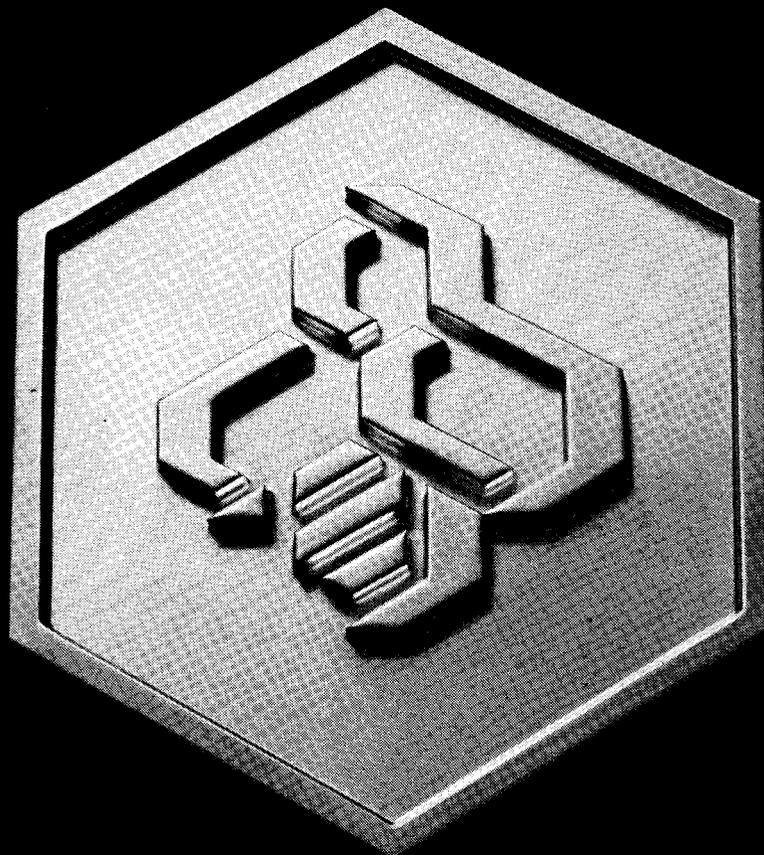
Claude Béland

1987 03 10



# Desjardins

**L**e Mouvement Desjardins grandit avec ses membres  
qui participent directement à son développement.



**S**on dynamisme le conduit à innover sans cesse  
en créant de nouveaux services et en bâtissant  
des institutions saines et solides.

**A**insi, le Mouvement Desjardins, ses dirigeants, son personnel  
mettent leur expérience et leur efficacité au service  
de millions de Québécois.



**Desjardins**

*Au cœur  
de votre évolution  
financière*